

LA 2^e PHASE DU CHAMP DE HASSI BIR REKAIZ LANCÉE

L'Algérie renforce sa production d'hydrocarbures

L'Algérie poursuit sa stratégie de montée en puissance dans le secteur des hydrocarbures à travers le renforcement de ses capacités de production et la consolidation de ses partenariats internationaux.. P 3



Publicité

SIPSA[®]
FILAHHA
AGROFOOD

24^{ème}
édition

SOUS LE PATRONAGE DE MONSIEUR
LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL
ET DE LA PÊCHE

**SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE**

18 > 21 MAI 2026

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

Afrika[®]
Food Export

DJAZAUA[®]

RÉUNION DU GOUVERNEMENT
Examen de dossiers relatifs à plusieurs secteurs

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mardi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen d'un projet de décret exécutif relatif au secteur des Travaux publics et à des communications qui concernent les secteurs de la numérisation, de la Santé et de la Sécurité sociale, indique un communiqué des services du Premier ministre.

Ainsi le Gouvernement a continué l'examen du projet de décret exécutif fixant les modalités et conditions d'homologation des produits de construction, d'entretien et d'exploitation des infrastructures routières, autoroutières, aéroportuaires, maritimes et ferroviaires.

Pour rappel, ce projet de texte fixe les normes techniques des produits utilisés dans le cadre de la réalisation des travaux publics et met en place un référentiel dans le but de garantir la qualité et la sécurité des infrastructures de base.

Par ailleurs, le Gouvernement a entendu une communication sur le projet national de référence d'adressage et ses impacts socio-économiques à l'horizon 2030.

Ce projet s'inscrit dans le cadre des directives du Président de la République et des efforts de l'Etat pour moderniser les services publics et consolider la transformation numérique. Il constitue également un outil stratégique pour réorganiser les espaces urbains, améliorer la qualité des services publics et favoriser la transition vers une gouvernance intelligente et fondée sur les données.

Dans le cadre du suivi de la situation sanitaire globale, le Gouvernement a entendu une communication sur la situation épidémiologique des maladies transmissibles à déclaration obligatoire au niveau national et international, ainsi que sur les mesures engagées en vue de renforcer les dispositifs de prévention et de riposte.

A cette occasion, il a été relevé que les maladies transmissibles continuent de constituer un défi majeur pour le système national de santé, appelant au renforcement des capacités de détection précoce et de digitalisation des systèmes de remonté de l'information, ainsi qu'à une coordination intersectorielle accrue et à une meilleure résilience face aux risques épidémiques.

Enfin, le Gouvernement a entendu une communication relative au financement du système national de sécurité sociale, en examinant, notamment, la situation financière des caisses de sécurité sociale et de retraite, à la lumière de l'évolution des données démographiques et du rythme de progression des dépenses.

A cet effet, il a été relevé la nécessité d'établir un plan d'action global à même de garantir l'efficacité du système de protection sociale, sa pérennité et son impact sur l'inclusion sociale.

R.E.

28^e ÉDITION DU BATIMATEC 2026

De jeunes innovateurs au rendez-vous

La 28e édition du Batimatec 2026 a été marquée par une participation remarquable de jeunes innovateurs. Un espace entier leur a été dédié au pavillon Palestine, au niveau du Palais des Expositions SAFEX à Alger.

Par Zahir R.

Sur place, ces porteurs de projets ont affiché leurs ambitions : convaincre promoteurs et entreprises d'intégrer leurs solutions dans les projets de construction de demain, avec en ligne de mire la rationalisation de la consommation énergétique et la promotion d'un bâtiment à faible empreinte carbone. Parmi eux, Rym Boulil, ingénieure en chimie macromoléculaire et cofondatrice d'EcoSmartGlass, s'est particulièrement distinguée. Sa start-up propose un verre intelligent capable d'adapter automatiquement son opacité et sa transparence en fonction des conditions climatiques. « Notre objectif est de contribuer à des économies d'énergie », explique-t-elle. Cette innovation permettrait de réduire jusqu'à 40 % la consommation énergétique des bâtiments, en limitant notamment le recours à la climatisation, tout en diminuant les émissions de carbone. Au-delà du secteur du bâtiment, la solution trouve également des applications dans l'agriculture, notamment dans les serres intelligentes, ainsi que dans le domaine naval. « Nous espérons aujourd'hui établir des partenariats solides pour développer notre technologie », ajoute la jeune entrepreneure. Autre profil prometteur, celui de Bassaci Khadija, diplômée de l'École polytechnique

d'architecture et d'urbanisme (EPAU) d'El Harrach. L'architecte travaille sur un matériau de construction innovant, un béton autotrépant intégrant des composants à base de chaux. « Nous obtenons un matériau écologique, durable et qui réduit les coûts de maintenance », souligne-t-elle. Sa solution permet de réparer automatiquement les fissures, prolongeant ainsi la durée de vie des structures tout en limitant les interventions humaines. « C'est un matériau bio, ami de l'environnement, qui contribue à réduire considérablement les coûts de réparation », insiste-t-elle.

Dans un autre registre, celui de la maison intelligente, Zaoui Abderraouf, fondateur de la start-up SMARTX, mise sur la domotique pour transformer le quotidien. « Avec notre système, vous pouvez contrôler toute votre maison depuis votre téléphone », explique-t-il. Ouverture des portes, surveillance via caméras, gestion des éclairages ou encore programmation des équipements : tout est centralisé sur une seule plateforme. « Notre objectif est de simplifier la vie et de rendre les habitations plus intelligentes », résume-t-il, en pointant le retard encore constaté dans de nombreux foyers algériens en matière de contrôle domestique.

L'innovation s'est également illustrée dans la lutte contre les incendies avec EcoFlameS-

hield. Cette solution originale transforme les biodéchets en un biomatériau capable de ralentir la propagation des flammes. En formant une couche protectrice isolante, ce produit offre un temps précieux pour l'intervention des secours et la protection des zones exposées, a expliqué Adjroud Oulfa, fondatrice de EcoFlame Shield. Alternative écologique aux retardateurs chimiques, souvent toxiques et coûteux, EcoFlameShield ambitionne de concilier protection des forêts, valorisation des déchets et développement industriel.

Toujours au pavillon Palestine, une autre stratup Ecotashira a développé des solutions d'isolation thermique à base de murs végétaux naturels, intégrant un système d'irrigation autonome permettant jusqu'à 70 % d'économie d'eau. De son côté, Krello propose une plateforme numérique dédiée aux transactions immobilières (achat, vente, location et échange) enrichie d'un nouveau service baptisé Krello.eye.

À travers ces initiatives, une nouvelle dynamique se dessine dans le secteur du bâtiment en Algérie. Portée par une jeunesse innovante, engagée et tournée vers le développement durable, elle ouvre la voie à des solutions concrètes, capables de répondre aux défis énergétiques et environnementaux actuels.

SIDI BEL-ABBES

Signature d'une convention pour l'intégration de solutions technologiques dans l'aquaculture

L'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) de Sidi Bel-Abbes a conclu, lundi soir, une convention-cadre avec la Chambre inter-wilayas de la pêche et de l'aquaculture, visant à accompagner et développer les projets du secteur grâce à des solutions tech-

nologiques innovantes. La cérémonie de signature, présidée par le PDG de l'ENIE, Abdeslam Bouab, et le directeur de la Chambre, Toufik Boutouchent, a permis de souligner l'importance de ce partenariat stratégique. A cette occasion, M. Bouab a indiqué que l'ENIE met

désormais son expertise en électronique et en solutions intelligentes au profit de la filière aquacole, notamment à travers la mise en place de systèmes de surveillance et de contrôle électronique pour optimiser la qualité de la production nationale. En plus du volet numérique, l'entre-

prise accorde une priorité majeure à l'intégration des énergies renouvelables dans ces projets. Cette démarche doit permettre aux investisseurs de réduire considérablement leurs coûts énergétiques tout en garantissant la pérennité des exploitations de manière écologique.

AFIC 12 À ALGER LES 9 ET 10 MAI

Une plateforme stratégique pour dynamiser les échanges en Afrique

Le Centre arabo-africain d'investissement et de développement (CAAID) a annoncé, lundi dans un communiqué, l'organisation de la 12e édition du Forum africain de l'investissement et du commerce (AFIC 12) les 9 et 10 mai à Alger, sous le thème "Ensemble, nous ouvrons les marchés", avec une participation de haut niveau d'acteurs économiques, d'institutions financières et de développement de différents pays. L'organisation de cet événement continental intervient dans le contexte du renforcement de la dynamique de coopération économique africaine, le forum étant organisé en partenariat avec l'Union africaine (UA), la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) et le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), ce qui "reflète sa place en tant

que plateforme stratégique de soutien à l'intégration économique au niveau du continent", ajoute le communiqué.

Cette édition vise à "passer de la phase d'échange de vues et de recommandations à celle de la concrétisation de partenariats pratiques, en mettant l'accent sur l'investissement productif, le développement du commerce interafricain, et la facilitation de l'accès aux marchés, conformément aux nouvelles orientations de l'économie africaine", ajoute la même source. Le forum constituera un espace continental rassembleur pour l'échange d'expertises et de connaissances, réunissant des hommes d'affaires, des investisseurs et des représentants d'institutions économiques et financières, ainsi que des chambres de commerce et d'industrie et des organisations régionales et internationales,

afin d'examiner les opportunités de coopération et d'explorer de nouvelles perspectives de croissance économique commune.

L'événement vise également à soutenir les partenariats économiques durables et à renforcer les efforts conjoints pour réaliser un développement global, en droite ligne avec les objectifs de l'Agenda 2063 de l'Afrique, qui place l'intégration économique au cœur de ses priorités stratégiques, ajoute le CAAID. Les organisateurs du forum ont souligné que cette édition "constituera une étape qualitative pour renforcer la dynamique économique au sein du continent africain et ouvrir des perspectives plus larges aux investissements et aux échanges commerciaux, au service des intérêts communs des pays africains et de leurs partenaires internationaux.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LA 2E PHASE DU CHAMP DE HASSI BIR REKAIZ LANCÉE

L'Algérie renforce sa production d'hydrocarbures

L'Algérie poursuit sa stratégie de montée en puissance dans le secteur des hydrocarbures à travers le renforcement de ses capacités de production et la consolidation de ses partenariats internationaux.

Par Selma R.

Dans cette dynamique, le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, M. Mohamed Arkab, et le ministre du Pétrole et des Ressources minérales de la République arabe d'Égypte, M. Karim Ibrahim Ali Badawi, ont présidé, hier, au siège de la direction générale du groupe Sonatrach, la cérémonie de signature du contrat de lancement de la deuxième phase du projet de développement du champ de Hassi Bir Rekaiz, ainsi qu'un mémorandum d'entente portant sur la commercialisation du pétrole brut et des produits pétroliers. Cet événement s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération énergétique entre l'Algérie et l'Égypte, mais également dans une vision plus large de promotion des partenariats arabes et africains dans un secteur stratégique pour les économies du continent. La cérémonie s'est déroulée en présence de plusieurs hauts responsables, notamment le PDG de Sonatrach, M. Noured-

dine Daoudi, ainsi que des représentants de grandes entreprises internationales impliquées dans le projet, dont Petrojet (Égypte), Arkad (Italie) et PTT Exploration and Production (Thaïlande), illustrant la dimension internationale et intégrée de ce programme énergétique. Dans son intervention, Mohamed Arkab a souligné que ce projet reflète la volonté commune des deux pays de renforcer la coopération énergétique et de promouvoir des partenariats stratégiques durables. Il a précisé que la deuxième phase du développement du champ de Hassi Bir Rekaiz s'inscrit dans une logique d'augmentation significative des capacités de production nationale. En effet, ce projet prévoit la réalisation d'une nouvelle unité de traitement du pétrole brut d'une capacité de 31 500 barils par jour, ainsi que des installations de traitement du gaz associé et des eaux produites. Sa mise en service, prévue dans un délai de 39 mois, devrait permettre d'améliorer l'efficacité opérationnelle et de renforcer la capacité exportatrice de l'Algérie. La première phase du projet,

lancée en 2019, avait déjà permis d'atteindre une production initiale d'environ 13 000 barils par jour, confirmant ainsi la montée progressive en puissance du champ. À travers ce développement, l'Algérie confirme sa stratégie visant à valoriser ses ressources énergétiques nationales et à accroître ses capacités de production grâce à des partenariats équilibrés combinant expertise locale et savoir-faire international. Cette orientation s'inscrit également dans l'objectif de renforcer la valeur ajoutée de l'économie nationale et d'accompagner la transition vers un développement durable. Ce nouveau projet, dont la valeur du contrat est estimée à plus d'un milliard de dollars, constitue, indique Arkab, une étape importante dans la stratégie énergétique nationale. Il vise à renforcer la sécurité énergétique du pays, augmenter ses réserves, soutenir ses exportations et consolider la position de l'Algérie en tant que fournisseur fiable sur le marché énergétique mondial, tout en poursuivant le développement de partenariats fondés sur

la transparence et les intérêts mutuels. Le projet s'inscrit également dans un cadre économique et réglementaire modernisé, marqué par les réformes engagées par l'État, notamment la loi sur les hydrocarbures 19-13 et la loi 22-18 relative à l'investissement. Ces dispositifs visent à renforcer l'attractivité du secteur et à stimuler les investissements étrangers. Dans ce contexte, le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a réaffirmé la volonté d'attirer davantage de partenaires internationaux, en invitant notamment les entreprises égyptiennes à participer à la campagne « Algeria Bid Round 2026 », organisée par l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures, avec la contribution active du groupe Sonatrach. Et d'ajouter : « Nous réitérons notre bienvenue à nos partenaires et affirmons que l'Algérie demeurera un partenaire fiable et stable, offrant des opportunités prometteuses dans les différents segments de la chaîne de valeur des hydrocarbures, dans un esprit de transparence et de respect mutuel ».

ALGÉRIE-UNION EUROPÉENNE

Un partenariat énergétique stratégique en pleine consolidation

Par Réda Hadi

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a reçu, lundi 4 mai 2026 à Alger, la commissaire européenne chargée de la Méditerranée, Dubravka Šuica, dans le cadre d'une visite de travail consacrée au renforcement du partenariat énergétique entre l'Algérie et l'Union européenne. Cette rencontre, qui s'est tenue au siège du ministère en présence de hauts responsables du secteur ainsi que de l'ambassadeur de l'Union européenne en Algérie, s'inscrit dans un contexte international marqué par des mutations profondes des marchés énergétiques et une quête accrue de sécurité d'approvisionnement, notamment pour les pays européens. Au cœur des discussions, les deux parties ont procédé à un examen approfondi de l'état des relations bilatérales et des perspectives de coopération. Le dialogue stratégique entre Alger et Bruxelles, déjà bien établi, devrait être consolidé à travers une intensification des échanges techniques et un renforcement des mécanismes de concertation entre experts. L'objectif affiché est de bâtir une vision commune sur les enjeux énergétiques actuels et futurs, tout en favorisant une coopération dura-

ble et mutuellement bénéfique. Dans son intervention, Mohamed Arkab a rappelé que le secteur des hydrocarbures demeure un pilier central du partenariat entre l'Algérie et l'Union européenne. « Ce secteur joue un rôle déterminant dans la stabilité économique et la sécurité énergétique », a-t-il souligné, insistant sur la nécessité de maintenir un niveau élevé d'investissements pour soutenir les capacités de production et moderniser les infrastructures. Le ministre a notamment mis en avant les opportunités offertes dans les domaines de l'exploration et de la production, mais également dans les segments en aval tels que le raffinage et la pétrochimie. Ces axes sont considérés comme essentiels pour accompagner la transformation du secteur énergétique algérien et répondre aux besoins croissants des marchés internationaux. Par ailleurs, M. Arkab a présenté les réformes structurelles engagées par l'Algérie afin d'améliorer l'attractivité du secteur. Le nouveau cadre juridique, plus flexible et incitatif, vise à encourager l'investissement étranger et à faciliter les partenariats avec les grandes compagnies internationales. Dans ce contexte, il a réaffirmé la position de l'Algérie en tant que fournisseur fiable de gaz naturel, souli-

gnant l'engagement du pays à honorer ses contrats et à contribuer activement à la sécurité énergétique de ses partenaires. La réunion a également permis de faire le point sur les avancées concrètes en matière de coopération énergétique. L'approvisionnement de l'Europe en gaz naturel algérien, un enjeu stratégique majeur, a été largement évoqué, tout comme les efforts en cours pour développer de nouveaux gisements et accroître les capacités de production. Au-delà des hydrocarbures traditionnels, les discussions ont porté sur les nouvelles orientations du partenariat, notamment dans le domaine de la transition énergétique. Les deux parties ont exprimé leur volonté d'élargir la coopération aux technologies innovantes, telles que la réduction des émissions de carbone, le captage et le stockage du CO₂, ainsi que les solutions visant à améliorer l'efficacité énergétique. Dans cette optique, le ministre algérien a invité les entreprises européennes à renforcer leur présence sur le marché national, en mettant en avant un climat d'investissement désormais plus favorable, fondé sur la transparence et la simplification des procédures. « L'Algérie offre aujourd'hui des conditions propices à l'établissement de partenariats stratégiques

durables », a-t-il affirmé. De son côté, Dubravka Šuica a présenté les grandes lignes du « Pacte pour la Méditerranée », lancé par la Commission européenne en octobre 2025. Ce cadre vise à redynamiser le partenariat euro-méditerranéen en s'appuyant sur une approche globale intégrant les dimensions économique, énergétique et environnementale. L'accent est mis sur la stabilité régionale, le développement durable et l'accompagnement des transitions énergétiques. La commissaire européenne a salué la qualité du dialogue stratégique avec l'Algérie, qu'elle considère comme un partenaire clé pour l'Union européenne. Elle a également mis en avant l'intérêt croissant des entreprises européennes pour le marché algérien, témoignant d'une confiance renouvelée dans les perspectives offertes par le pays. Enfin, Mme Šuica a réaffirmé la volonté de l'Union européenne d'approfondir la coopération avec l'Algérie dans divers domaines d'intérêt commun. « L'UE est prête à soutenir l'Algérie grâce à son expertise et à renforcer la coopération afin d'avancer sur des projets stratégiques visant à transformer le potentiel en investissements concrets dans les énergies propres et l'efficacité énergétique », a-t-elle conclu.

Le ministre d'État, ministre des AE reçoit la Commissaire européenne chargée de la Méditerranée

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu, mardi au siège du ministère, la Commissaire européenne chargée

de la Méditerranée, Mme Dubravka Šuica, en visite officielle en Algérie, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre a "permis de procéder à une évaluation globale des différentes dimensions du partenariat entre l'Algérie et

l'Union européenne (UE) et d'examiner les moyens de lui insuffler davantage de dynamisme et d'équilibre, conformément aux objectifs du +Pacte pour la Méditerranée+, lancé en novembre 2025, notamment dans les domaines de

l'investissement, du commerce, de l'énergie, de l'économie verte, de l'enseignement supérieur et de la mobilité des personnes", précise le communiqué. Les deux parties ont également passé en revue "les défis actuels en matière de déve-

loppement et de sécurité dans le bassin méditerranéen", tout en soulignant "l'importance du renforcement de la coordination commune afin d'y apporter une réponse efficace et durable", conclut le communiqué. APS

TOURISME
La ministre reçoit la
délégation du
groupe d’amitié
parlementaire
Italie-Algérie

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mme Houria Meddahi, a reçu le président du groupe d'amitié parlementaire Italie-Algérie, M. Andrea Mascaretti, et la délégation l'accompagnant, l'occasion d'évoquer avec lui les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine du tourisme, indique mardi un communiqué du ministère. La rencontre s'est déroulée en présence du président du Groupe d'amitié parlementaire Algérie-Italie, Kamel Laouissat, de cadres du secteur et d'organismes sous tutelle, en sus du chargé d'affaires de l'ambassade d'Italie en Algérie. A cette occasion, Mme Meddahi a réaffirmé la volonté de "renforcer la coopération bilatérale avec le partenaire italien et d'intensifier les efforts pour promouvoir le secteur touristique en Algérie", au regard du "rapprochement important entre les deux pays amis et de la profondeur des relations bilatérales les unissant". Mme Meddahi a, en outre, présenté la stratégie adoptée pour le développement du secteur, conformément à la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, fondée sur "la promotion du tourisme comme l'un des leviers du développement et de la diversification économique du pays". Cette vision tend à "préserver le patrimoine culturel de l'Algérie qui reflète l'histoire de la civilisation humaine, mais aussi son riche héritage civilisationnel qui fait d'elle une destination touristique privilégiée, unique et authentique, notamment grâce à son legs matériel classé patrimoine mondial de l'Unesco", a-t-elle souligné.

RENOUVELLEMENT DU PARC DE BUS

Des associations saluent la décision du Président

Des associations de protection du consommateur ont salué la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à retirer du parc national de transport les bus de plus de 25 ans dans un délai maximal de trois mois, soulignant que cette mesure est susceptible d'améliorer les conditions de transport du citoyen et de conférer plus de professionnalisme au secteur de transport public. Dans une déclaration à l'APS, le président de la Fédération algérienne des consommateurs (FAC), Zaki Hariz, a qualifié la décision de retrait de ces bus de "judicieuse", car susceptible de renforcer la sécurité des routes, à travers tout le territoire national. M. Hariz a indiqué que parallèlement au retrait des véhicules anciens et en concrétisation du programme d'importation de 10.000 bus pour renouveler le parc national décidé

par le président de le République, il convient de réformer le secteur dans le cadre du programme global reposant sur la formation et la qualification de tous les intervenants dans cette activité, notamment les conducteurs. L'intervenant a souligné la nécessité d'améliorer les services de transport public urbain et suburbain et de renforcer la disponibilité des bus, notamment dans les régions urbaines, parallèlement à la création de nouvelles sociétés pour une meilleure organisation et gestion du secteur. De son côté, le président de l'Association nationale de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (APOCE), Mustapha Zebdi, a salué la décision du président de la République, lors de la réunion du Conseil des ministres tenue dimanche, soulignant que le renouvellement du parc national des bus est devenu une nécessité et que cette me-

sure est à même de garantir la sécurité des citoyens et d'améliorer les conditions de leur transport. M. Zebdi a insisté sur l'importance de trouver des alternatives permettant de renforcer le parc national de transport public de voyageurs, tant sur le plan quantitatif que qualitatif, à travers l'acquisition de nouveaux bus, ce qui contribuera à l'organisation et à la professionnalisation de cette activité. Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait ordonné lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée, dimanche, au ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports de retirer les bus de plus de 25 ans du parc national dans un délai maximal de trois mois.

Synthèse R E.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Signature prochaine d’un mémorandum d’entente entre l’Algerie et l’Italie

L'Algérie et l'Italie envisagent la signature "prochainement" d'un mémorandum d'entente visant à renforcer la coopération bilatérale dans le secteur de l'environnement, a indiqué lundi à Alger la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou. Cette annonce est intervenue lors de l'audience accordée, au siège du ministère, à une délégation du groupe d'amitié parlementaire Italie-Algérie, conduite par son président, M. Andrea Mascaretti. Cette rencontre, tenue en présence du président du Groupe d'amitié parlementaire Algérie-Italie, Kamel Laouissat, s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations de coopération et de partenariat entre l'Algérie et l'Italie dans les domaines liés à la protection de l'environnement et à la promotion du développement durable. A cette occasion, les principaux programmes et projets menés par le secteur ont été présentés, notamment ceux relatifs aux changements clima-

tiques, à l'économie circulaire, à la préservation des ressources environnementales et de la biodiversité, ainsi que les principales législations environnementales nationales et les efforts déployés pour être aux diapasos des évolutions mondiales dans ce domaine. Dans une déclaration à la presse, Mme Krikou a mis en avant l'importance de cette rencontre, ajoutant qu'elle a constitué "une opportunité pour présenter les principaux projets vitaux et stratégiques lancés par l'Algérie, conformément aux instructions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, notamment en ce qui concerne les usines de dessalement de l'eau de mer". La ministre a, en outre, fait savoir que les entretiens ont porté sur le projet du Barrage Vert et sa réhabilitation selon une nouvelle approche économique, à travers l'intégration des jeunes, des micro-entreprises et des populations locales, outre les projets liés à l'économie circulaire.

Mme Krikou a également souligné que la délégation parlementaire italienne a exprimé son intérêt pour le lancement d'un partenariat entre les secteurs de l'environnement des deux pays, précisant, à ce propos, que "la coopération entre l'Algérie et l'Italie dans le domaine environnemental sera prochainement renforcée à travers la signature d'un mémorandum d'entente entre les deux parties". De son côté, M. Mascaretti a mis en exergue l'importance de la visite de la délégation parlementaire italienne en Algérie, laquelle s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations d'amitié entre les deux pays, expliquant que cette rencontre a permis d'obtenir des explications exhaustives sur les grands projets menés actuellement par l'Algérie dans le domaine de l'environnement et de la qualité de la vie.

R E.

SUD/EMPLOI

Rencontres de sensibilisation sur les mesures incitatives à la promotion de l’emploi

Des rencontres de sensibilisation sur les avantages et mesures incitatives à la promotion de l'emploi, en application de la loi N 06-21 relative aux mesures d'encouragement et de soutien à la promotion de l'emploi, ont été organisées mardi par les antennes de la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC) en direction des employeurs du secteur économique établies dans le Sud du pays. Initiées avec le concours de la Caisse nationale d'assurances des salariés (CNAS), de la Caisse d'assurance des non-salariés (CASNOS) et des agences

de l'Emploi des wilayas du sud du pays, ces rencontres ont porté sur la vulgarisation des mesures incitatives et des avantages prévus en direction des employeurs, dans le cadre de la promotion et le soutien à l'emploi. Selon les encadreurs, ces rencontres s'inscrivent dans le cadre des efforts de consolidation des mécanismes de soutien à l'emploi, à travers les avantages prévus par la loi précitée (06-21) et prévoyant des allègements de la part patronale en cotisations à la sécurité sociale.

R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 05 ماي 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 05 Mai 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		المنتجات	
DA / Kg			دج / كلف			
Produits	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	59	69	50	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	98	112	84	الطماطم	
	Oignon sec	86	97	76	البصل الجاف	
	Ail sec	678	790	566	الثوم الجاف	
	Ail vert	192	219	165	الثوم الاخضر	
	Carotte	107	120	94	الجزر	
	Navet	113	128	98	اللفت	
	Petit pois	179	200	159	الجلبانة	
	Fève verte	83	95	71	الفول الاخضر	
	Courgette	127	141	112	الكوسة	
	Haricot vert	311	338	285	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	98	112	85	الخس	
Fruits frais	Orange	284	341	227	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	230	256	203	الليمون	
	Pomme locale	476	582	370	التفاح المحلي	
	Datte	489	616	362	التمر	
	Banane	438	452	423	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1978	2132	1824	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	372	384	359	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	18	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	344,00	-0,29	-0,27	-12,24	6,07	10,17	230	79 120,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 399,00	1370,00	-2,07	-1,88	-2,79	8,81	5,68	250	342 500,00
BIOPHARM	BIO	2 504,00	NC	0,00	0,01	1,20	6,66	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 090,00	2090,00	0,00	0,28	-7,17	9,97	5,98	25000	52 250 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-5,15	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	462,00	445,00	-3,68	3,30	8,99	4,21	4,72	50	22 250,00

LUTTE CONTRE LE CANCER

Les décisions du Président saluées

La secrétaire générale de l’association El Amel CPMC et présidente de la Fédération algérienne des associations de patients atteints de cancer, Hamida Kettab, a livré une analyse détaillée de la nouvelle stratégie nationale de prévention et de lutte contre le cancer (2025-2035), récemment évoquée en Conseil des ministres.

Par Réda Hadi

S’exprimant hier sur les ondes de la radio nationale «Chaîne III», l’intervenante a salué les décisions du président de la République, qu’elle qualifie de « courageuses » et porteuses d’un réel espoir pour améliorer la prise en charge des malades. Cette stratégie repose sur cinq axes fondamentaux : la prévention, le dépistage, le traitement, la formation et la recherche. Un cadre global qui, selon elle, constitue désormais une base solide pour passer à l’action concrète. Acteurs de terrain, les associations ont été associées à l’élaboration de cette feuille de route, notamment lors d’ateliers consacrés au dépistage. « Nous ne sommes pas seulement la voix des patients, mais une force de proposition »,

insiste-t-elle, soulignant l’importance de l’expérience vécue dans l’évaluation du système de santé. Toutefois, au-delà de la stratégie, la réalité du terrain reste marquée par de nombreux défis. Le dépistage précoce, considéré comme un levier essentiel, demeure insuffisamment structuré. En Algérie, les centres dédiés sont quasi inexistants, hormis une expérience pilote à Biskra, basée sur la télémedecine et la double lecture des mammographies. Une initiative prometteuse, mais encore isolée. Les chiffres du cancer du sein illustrent l’urgence : plus de 15 000 nouveaux cas sont recensés chaque année, avec plus de 4 200 décès. Pourtant, détecté précocement, ce cancer peut être guéri. « Le facteur temps est déterminant », rappelle Kettab, dénonçant des retards qui

compromettent les chances de survie. Autre point critique : l’accès à la radiothérapie. Dans les grandes villes, les délais peuvent atteindre six mois à une année, notamment au CPMC. Malgré l’existence d’environ 60 accélérateurs linéaires, les pannes récurrentes et le manque de maintenance limitent leur efficacité. Des solutions temporaires émergent, comme l’orientation des patients vers les centres du Sud, où les délais sont plus courts. Pour désengorger le système, la Fédération propose un recours temporaire au secteur privé, notamment pour certaines pathologies prioritaires comme le cancer du sein. Parallèlement, de nouveaux centres anticancer et équipements sont en cours d’acquisition, mais leurs effets ne seront visibles qu’à moyen terme.

PRODUCTION LOCALE DE MÉDICAMENTS ANTICANCÉREUX

15 établissements agréés par le ministère

Le développement de l’industrie pharmaceutique nationale dans le domaine des traitements anticancéreux se renforce en Algérie. Le nombre d’établissements agréés par le ministère de l’Industrie pharmaceutique pour la production de médicaments destinés au traitement du cancer a atteint 15 unités, dont 11 sont actuellement en exploitation effective, a indiqué lundi une responsable du ministère. Dans une déclaration à l’APS, Rania Ferli, responsable à la direction de la production pharmaceutique, a précisé que le tissu industriel national, qui comprend au total 233 établissements pharmaceutiques toutes spécialités confondues, compte 11 unités actives dans la production de médicaments anticancéreux. Celles-ci, dont le

groupe public Saïdal, assurent la fabrication de 172 médicaments utilisés dans le traitement de différents types de cancers. Ces produits s’inscrivent dans un portefeuille global de 439 médicaments actuellement commercialisés et destinés à la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), chargée d’assurer l’approvisionnement des établissements de santé spécialisés à travers le territoire national. Outre les unités déjà opérationnelles, quatre nouveaux projets sont en cours de réalisation afin de renforcer davantage les capacités de production nationale dans ce segment stratégique. Par ailleurs, deux autres demandes d’agrément sont actuellement à l’étude, portant à 15 le nombre total d’autorisations délivrées pour la production de médicaments anticancé-

reux. La responsable a également souligné que l’écosystème national comprend un établissement spécialisé dans la production de dispositifs médicaux liés à la lutte contre le cancer. Celui-ci fournit notamment des équipements de dépistage PCR ainsi que du matériel destiné aux laboratoires d’anatomopathologie. L’approvisionnement du réseau hospitalier national reste principalement assuré par la PCH, en tant qu’acheteur principal, tandis que les unités de production peuvent adapter leurs capacités en fonction de la demande. Les autorités envisagent également la valorisation des excédents de production à travers l’exportation, notamment vers les marchés africains. Sur le plan industriel, le groupe Saïdal développe un projet stratégique de

production de matières premières pharmaceutiques dans la wilaya de Sétif, en partenariat avec des firmes étrangères spécialisées. Cette future unité, la première du genre en Algérie et en Afrique selon la responsable, vise à produire des intrants essentiels à la fabrication de médicaments anticancéreux, dans l’objectif de renforcer la souveraineté sanitaire du pays. Concernant le contrôle qualité, l’Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) assure un suivi strict des médicaments mis sur le marché. Elle procède à l’analyse des échantillons conformément aux normes internationales, ainsi qu’à l’enregistrement et au contrôle technique des produits avant leur autorisation de commercialisation.

Synthèse Selma R.

APS

INTITULÉ "DURABILITÉ DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE"

Le Général-major Benbicha supervise un Colloque international

Le Secrétaire général du ministère de la Défense nationale (MDN), le Général-major Mohamed Salah Benbicha a supervisé, mardi au Cercle national de l’Armée à Beni Messous, en 1ère Région militaire, les travaux d’un Colloque international intitulé "durabilité de l’eau et de l’environnement face au changement climatique", indique un communiqué du ministère. La cérémonie d’ouverture a vu la participation du conseiller auprès du

président de la République, chargé des affaires liées à la sécurité et à la défense, le Directeur général de l’Institut national des études stratégiques globales, des Chefs des départements et directeurs centraux du ministère de la Défense nationale et de l’Etat-major de l’Armée nationale populaire, ainsi que des hauts cadres de l’Etat, et des professeurs et experts nationaux et étrangers, précise le communiqué. Le Secrétaire général du MDN a pro-

noncé une allocution d’ouverture, où "il a souhaité la bienvenue aux hôtes et participants, avant d’évoquer les buts escomptés de l’organisation de cette importante manifestation scientifique". "Je suis convaincu que ce colloque scientifique international, sera couronné par l’adoption de recommandations et de propositions, à même de renforcer la coopération et la coordination entre l’ensemble des secteurs, tout en associant la société civile et le citoyen, et ce, dans le ca-

dre d’une vision prospective et d’une gouvernance intégrée et efficiente des ressources hydriques", a souligné le Général-major. "Ce sont là des efforts qui permettront de relever les défis actuels et futurs, tout en consolidant la sécurité hydrique de notre pays et sa souveraineté nationale", a-t-il ajouté. Durant ce Colloque international, des conférences ont été présentées par des chercheurs et experts spécialisés, portant sur les divers volets liés

aux thème, à savoir "l’analyse des impacts multidimensionnels des changements climatiques sur les ressources hydriques, ainsi que la gestion durable de l’eau". A cette occasion, "des projets innovants dans le domaine de la gestion et la préservation des ressources hydriques ont été exposés par des cadres relevant de différentes structures de l’ANP", conclut le communiqué du MDN.

APS

BDL

Près de 760.000 opérations de paiement électronique en 4 mois

La Banque de développement local (BDL) a enregistré 759.003 opérations de paiement via les terminaux de paiement électronique (TPE) durant la période allant du 1er janvier au 26 avril 2026, pour une valeur globale dépassant 8 milliards de DA, a indiqué hier une responsable de cette banque publique. S’exprimant en marge d’une rencontre avec la presse organisée à l’occasion du Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics (Batimatec 2026), la directrice de la monétique et de la banque digitale de la BDL, Nawal Hireche, a précisé à l’APS que la banque continue

d’enregistrer une croissance soutenue de l’utilisation des services numériques, à la faveur du déploiement de 14.804 TPE à travers les différentes wilayas du pays. Plus de 237.000 opérations de paiement en ligne ont été enregistrées durant la même période, pour une valeur supérieure à 3 milliards de DA, avec l’enregistrement de 191 nouveaux e-commerçants, ce qui traduit l’essor des solutions de paiement numérique, a-t-elle ajouté. Lors de cette rencontre, la plateforme d’ordres boursiers de la banque a également été présentée, laquelle permet aux clients et investisseurs d’exécuter à dis-

tance des opérations d’achat et de vente sur le marché financier, avec un suivi en temps réel des cours des actions, du marché obligataire, des portefeuilles d’investissement et du registre d’ordres. Mme Hireche a souligné que cette plateforme est intégrée à l’application "Digit BDL", qui regroupe l’ensemble des services bancaires et financiers dans un espace numérique unifié, permettant la gestion des comptes et des investissements à distance. De son côté, le directeur du marché des trésoreries à la BDL, Sofiane Benazouz, a affirmé que l’introduction de la banque à la Bourse des valeurs mobilières constitue un tournant dans son

mode de fonctionnement, en renforçant la transparence, la discipline financière et la confiance des investisseurs. Il a ajouté que cette démarche a contribué à ancrer la culture de l’investissement en Algérie et à encourager les opérateurs économiques à considérer le marché financier comme une alternative pour le financement de leurs activités et la valorisation de l’épargne, tout en poursuivant le développement des services numériques afin de faciliter les transactions des clients sur le marché financier.

R E.

TISSEMSILT
8,6 milliards DA pour le financement de 68 opérations de développement pour l'exercice 2026

La wilaya de Tissemsilt a acquis une enveloppe financière de 8,6 milliards de dinars pour le financement de 68 opérations de développement au titre de l'année 2026, a indiqué, lundi, le directeur de la Planification et de la Programmation par intérim, Rabah Bekki. Présentant un exposé, lors de la première session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), le responsable a souligné que cette somme est puisée du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales, ainsi que du programme de soutien au développement socio-économique des communes. Il a ajouté que ces crédits sont destinés à la réalisation de 61 opérations de développement dans divers secteurs, dont 30 projets pertinents des collectivités locales. Ceux-ci concernent notamment des travaux d'aménagement urbain dans les 22 communes de la wilaya, incluant la réhabilitation et le revêtement des routes, le bitumage des pistes, l'amélioration de l'éclairage public et la réalisation de différents réseaux. Dans le secteur des travaux publics, la wilaya a réalisé 20 opérations portant sur la réalisation d'infrastructures routières, notamment des chemins de wilaya et communaux, dans l'objectif d'améliorer les conditions de vie des citoyens et le cadre de vie. Par ailleurs, il est prévu la réception et la distribution de 7.383 logements, toutes formules confondues, au cours de l'année en cours, dont 1.614 logements ruraux, ainsi que 5.221 unités dans la commune de Tissemsilt, chef-lieu de wilaya. Le responsable a également rappelé que plus de 600 logements ont été attribués en 2025 dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire. Dans le même contexte, il a souligné que 102 opérations inscrites dans le programme complémentaire de développement approuvé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au profit de la wilaya de Tissemsilt, pour un montant de 99,3 milliards de dinars, connaissent une progression notable, contribuant ainsi à une dynamique de développement soutenue dans la région. Les travaux de cette session ont été présidés par Khaled Boucif, président de l'APW, en présence du wali, Bouzaid Fethi, ainsi que des membres de l'assemblée et de l'exécutif.

APS

SIDI BEL-ABBES/ COMMÉMORATION DE LA JOURNÉE DE LA MÉMOIRE

Inauguration et lancement de plusieurs projets de développement

D'importants projets de développement touchant les secteurs de l'agriculture, des ressources en eau et de l'amélioration urbaine ont été inaugurés et lancés dans la wilaya de Sidi Bel-Abbes. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de la commémoration du 81ème anniversaire des massacres du 8 mai 1945, a-t-on appris, mardi, auprès des services de la wilaya.

Dans ce contexte, le wali, Kamel Hadji, a présidé au niveau de la commune d'Aïn El Berd l'inauguration d'un centre de proximité de stockage de céréales d'une capacité de 50.000 quintaux, baptisé au nom de la défunte moudjahida "Zouba Mâachou". Ce projet s'insère dans la stratégie nationale visant à renforcer la sécurité alimentaire et à soutenir les infrastructures du secteur agricole. A cette occasion, une convention d'exploitation a été signée au profit de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), le chef de l'exécutif ayant insisté sur la mise en service impérative de cette structure dès le lancement de la prochaine campagne de moisson. Il s'agit du huitième centre réceptionné sur les dix programmés à travers la wilaya. Par ailleurs, et afin d'améliorer le service public, le wali a donné, au chef-lieu

de wilaya, le coup d'envoi de grands projets de rénovation des réseaux d'alimentation en eau potable (AEP). La première phase concerne les quartiers Frères Adnane, 1.500 logements (Sorecor), Bouazza El Gharbi et le Lieutenant Khelladi. Ces opérations visent à réduire les fuites d'eau et à garantir une continuité de l'approvisionnement, d'autant que la wilaya s'apprête à recevoir ses premiers volumes d'eau dessalée depuis la station de Chatt El Hilal (wilaya d'Aïn Temouchent). A cet égard, M. Hadji a instruit d'accélérer la cadence des travaux, tout en respectant rigoureusement les normes de qualité technique. Sur le volet de l'amélioration urbaine, huit projets d'aménagement et de bitumage en béton bitumineux ont été lancés, touchant notamment les quartiers Tounsi, Adhim Fatiha et El Imtiaz, ainsi que l'entretien du

BLIDA

Préparatifs précoces pour la réussite de la campagne moisson-battage

La wilaya de Blida a entamé, cette année, des préparatifs précoces en vue d'assurer le succès de la campagne moisson-battage de la saison agricole 2025/2026, prévue pour le mois de juin prochain, à-on informé, lundi, auprès de la Direction des services agricoles (DSA). Selon le directeur du secteur, Kamel Foudala, ces mesures visent à garantir la collecte de la production dans les meilleures conditions, notamment au regard des prévisions annonçant une ré-

colte céréalière abondante. Dans ce cadre, une commission de wilaya multisectorielle a été installée pour le suivi de la campagne sur le terrain, regroupant notamment la protection civile, la gendarmerie nationale et les directions des transports, des ressources en eau et de l'énergie, afin d'assurer le bon déroulement de l'opération et une intervention rapide si nécessaire. Par ailleurs, un accent particulier a été mis sur la formation à travers l'organisation de sessions au profit

des conducteurs de moissonneuses et d'engins agricoles, en coordination avec le secteur de la formation professionnelle, en vue de garantir le bon usage des moissonneuses, le respect des règles de sécurité et la prévention des incendies. S'agissant de l'aspect logistique, le directeur du secteur a fait état de la disponibilité des points de collecte à Sidi Abdelkader et à El-Affroun, ainsi que des six centres de stockage mis en service l'an dernier à Chebli et Mouzaïa, ayant permis

d'alléger la pression sur les structures principales de stockage et de rapprocher les services des agriculteurs. Il a, par ailleurs, fait partie de prévision "positives" pour la campagne en cours, à la faveur de l'amélioration des conditions climatiques, notamment les dernières prélèvements, ainsi que du soutien apporté aux agriculteurs en matière de semences, d'engrais et d'accompagnement technique.

APS

TINDOUF

Réception d'un nouveau lot d'ambulances tout-terrain

Les services de santé de la wilaya de Tindouf ont reçu, lundi, le premier lot d'ambulances tout-terrain, composé de quatre véhicules sur un total de huit prévus dans le cadre du programme de l'année 2025, visant à renforcer la prise en charge des urgences et à améliorer les services de santé. Ces véhicules seront répartis entre les établissements de santé de proximité dans les communes d'Oum El-Assel et de Tindouf, afin de renforcer les moyens d'intervention rapide, notamment dans les zones éloignées et les agglomérations isolées. Le wali de Tindouf, M. Mustapha Dahou, a précisé à la presse, en marge de la cérémonie de réception, que ce programme s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du Président de la République visant à améliorer les

services de santé et à renforcer la couverture médicale à travers les différentes régions du pays. Le premier responsable de l'exécutif local a également indiqué que la wilaya de Tindouf a retenu d'un important programme de projets sanitaires, compte tenu de sa situation géographique particulière et de son éloignement des wilayas les plus proches (plus de 800 km), ce qui, a-t-il souligné, «nécessite un soutien supplémentaire pour garantir une prise en charge optimale des citoyens». Dans ce contexte, le wali a annoncé le lancement de plusieurs projets structurants, notamment la réalisation d'un hôpital de 60 lits dans la commune d'Oum El-Assel, d'un autre établissement similaire dans la commune de Tindouf, ainsi qu'un hôpital de 120 lits. Il a également fait

état de la création d'un service de dialyse doté de 24 postes, ainsi que la réalisation de 60 logements de fonction améliorée destinée aux médecins spécialistes, afin d'améliorer leurs conditions de séjour dans la région. Le wali a ajouté que les travaux de ces projets ont été confiés à l'entreprise publique "Cosider", et qu'ils ont déjà débuté pour certaines infrastructures, selon des normes techniques modernes. Ces nouveaux moyens, équipés des technologies médicales les plus récentes, contribueront à améliorer la prise en charge des patients, notamment dans les zones enclavées telles que les localités de Hassi Khebi et Hassi Mounir, ainsi que les zones d'habitation d'El-Kahhal et Chena-chene.

Agence

DJELFA

Mise en service d'un centre de stockage des céréales de proximité à Taâdmit

Le réseau de stockage des céréales de la wilaya de Djelfa a été renforcé par la mise en service, lundi, d'un nouveau centre de proximité dans la commune de Taâdmit, par les autorités locales. D'une capacité de 50.000 quintaux, ce centre, qui s'étend sur une superficie de plus de 2,5 hectares, comprend de grands entrepôts de collecte et de stockage, ainsi qu'un bloc administratif. Son coût de réalisation est rapporté à 211 millions de DA, inscrit au titre du programme complémentaire de dévelop-

pement, selon la carte technique du projet. Cette nouvelle infrastructure, réalisée à la sortie est de la ville de Taâdmit, s'ajoute aux cinq (5) centres récemment mis en service dans les communes de Had S'hary, Bouiret Lahdab, El Khemis, Douis et Aïn El Ibel. Ce qui a permis d'assurer des capacités supplémentaires de stockage estimées à près de 300.000 quintaux. A noter que la wilaya de Djelfa a enregistré de huit(8) centres de proximité au titre du programme complémentaire de

développement, dont seulement deux (2) restent à achever dans les communes de Deldoul et Aïn Oussara. A cela s'ajoute un projet de silo stratégique dont le chantier de réalisation connaît un rythme accéléré au chef-lieu de wilaya, ainsi qu'un complexe de stockage en cours d'achèvement dans la commune de Hassi Bahbah, d'une capacité de 200.000 quintaux, selon les données de la direction des Equipements publics. Ces centres de proximité sont appelés à

constituer un appui important pour la collecte et le stockage des céréales. Les prévisions de la direction des Services agricoles tablent, pour la campagne en cours, sur une production record dépassant celle de la saison écoulée, estimées à plus d'un (1) million de quintaux, dont près de la moitié avait été collectée au niveau des dépôts de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS), a indiqué à l'APS le directeur du secteur, Mohamed Abdallah Bensalem.

R E/Agence

Ne nous racontons pas d'histoires, la crise énergétique est profonde et ses conséquences seront durables

2^e partie et fin

Hausse des prix des carburants, risques de pénurie, remous au sein de l'OPEP, accélération de l'électrification de l'économie: au-delà des effets de court terme, le choc pétrolier et gazier actuel aura des répercussions durables sur l'économie mondiale.

Par Gérard Horny

Il faut d'ailleurs souligner que ces prolongements pourraient ne pas être tous négatifs. Cette crise montre en effet une nouvelle fois, de façon très nette, le danger de la dépendance aux énergies fossiles. Le souci de réduire cette dépendance pourrait enfin permettre aux États d'agir rapidement en ce domaine avec le soutien d'une large partie de la population que la crainte du changement climatique n'avait pas réussi à mobiliser.

Les énergies fossiles restent la première source de production d'électricité dans le monde, mais cette part diminue. On note en particulier un recul du charbon. Et, pour la première fois, les énergies renouvelables sont passées devant. En ce domaine, des progrès significatifs ont déjà été enregistrés. C'est ce que montre le rapport sur l'électricité mondiale, publié par Ember le 21 avril. Ce groupe de réflexion et d'action britannique est très original: ses membres estiment que le mode d'action le plus efficace est de publier des informations très complètes et précises collectées partout dans le monde pour montrer à ceux qui hésitent encore qu'il est possible et profitable de donner la priorité aux énergies décarbonées. Des gens qui jouent la carte de l'intelligence, de l'information et de la réflexion dans notre monde méritent d'être largement cités et encouragés.

Selon Ember, la consommation mondiale d'électricité a augmenté au rythme modéré de 2,8% dans le monde en 2025, sachant que la Chine a représenté à elle seule un tiers de la demande, avec un chiffre qui représente plus du double de celui des États-Unis et cinq fois celui de l'Inde. Cette hausse de la consommation a été pourvue à hauteur de 75% par la seule énergie solaire; Ember rappelle d'ailleurs à ce sujet que le prix des panneaux solaires a baissé de 90% entre 2015 et 2024.

Les énergies fossiles toujours en tête

Les énergies fossiles restent la première source de production d'électricité dans le monde, avec 57,4% du total, mais cette part diminue. On note en particulier un recul du charbon, dont la part est descendue à 33%. Et, pour la première fois, les énergies renouvelables (solaire, vent, hydraulique et autres) sont passées devant, avec un total de 33,8% de la production).

La Chine produit à elle seule plus d'énergie solaire que tous les pays industrialisés membres de l'Organisation de coopération et de développement



économiques (OCDE) réunis et trois fois plus que son suivant, les États-Unis. Mais il faut rappeler qu'elle est aussi de très loin le premier producteur d'électricité à partir du charbon, devant l'Inde et les États-Unis, qui ont été en 2025 l'un des rares grands pays à avoir davantage recours à cette énergie fossile, en raison de la hausse des prix du gaz, dont ils sont les premiers utilisateurs pour produire de l'électricité.

Au total, le gaz vient au deuxième rang dans le monde pour la production d'électricité, avec une part de 21,8%, derrière le charbon, devant l'hydraulique (14%), le nucléaire (8,9%), le solaire, qui atteint maintenant 8,7%, et l'éolien (8,5%). La France occupe une position très particulière, au troisième rang dans le monde par la production d'électricité d'origine nucléaire, derrière les États-Unis et la Chine, mais la première par le poids du nucléaire, qui lui fournit près de 70% de son électricité. Il est à noter que la production nucléaire mondiale est arrivée l'an dernier à 3% au-dessus du niveau qu'elle avait atteint en 2010, avant la catastrophe de Fukushima; soixante-dix réacteurs sont actuellement en construction dans quinze pays.

Un monde sans énergies fossiles n'est pas pour demain

On peut certes se réjouir avec Ember de la progression spectaculaire des énergies renouvelables dans la production d'électricité mais, comme on vient de le voir, le charbon et le gaz restent aux premiers rangs et surtout, ce n'est là qu'un aspect d'un problème plus global. Nous consommons beaucoup d'énergie en plus de l'électricité et cette énergie est principalement d'origine

fossile.

Les chiffres fournis le 20 avril par l'Agence internationale de l'énergie sont terribles. Ils sont donnés en exajoules (EJ). Peu de gens savent ce qu'est un exajoule et pour cause: c'est une unité de mesure qui n'est utilisée que pour des quantités d'énergies énormes. Pour en donner une idée, on peut dire que la combustion d'un milliard de barils de pétrole libère environ 5,8 EJ d'énergie. En 2025, on aurait produit 655 exajoules d'énergie dans le monde. Le pétrole en aurait fourni 194, soit près de 30% du total, devant le charbon (179 EJ) et le gaz (149 EJ). Arrivent ensuite toutes les énergies renouvelables (101 EJ) et le nucléaire (31 EJ). En résumé, les énergies fossiles fournissent encore près de 80% de toute l'énergie consommée dans le monde.

Le constat est clair: un monde sans énergies fossiles n'est pas pour demain. Non seulement, il faut poursuivre les efforts engagés, mais il faut les accélérer fortement. Et on n'en prend pas le chemin. Les sommets organisés dans le cadre de l'ONU, les fameuses conférences des parties ou COP, n'avancent pas assez vite sur le sujet, une cinquantaine de pays, dont la France, ont décidé d'organiser chaque année des conférences internationales dédiées à la transition vers la sortie des énergies fossiles. La première, qui s'est tenue à Santa Marta, en Colombie, s'est terminée ce mercredi 29 avril sur des résultats modestes et le moins que l'on puisse dire est que les grands médias ont été très discrets sur ce sujet.

Surtaxer les profits de TotalEnergies? Une bêtise

La plupart ont préféré parler des profits

de TotalEnergies, qui se sont élevés à 5,4 milliards de dollars au premier trimestre. Aussitôt, des voix se sont élevées dans les associations écologistes et les partis de gauche pour réclamer une taxation de ces superprofits de Total qui «se gave sur la guerre avec l'argent du peuple», comme l'a écrit Jean-Luc Mélenchon sur ses réseaux sociaux. Le Premier ministre Sébastien Lecornu a botté en touche, se contentant de dire qu'il faudrait que TotalEnergies se positionne «sur une manière de redistribuer». Il a eu parfaitement raison. D'abord, il faut souligner que ce profit a été réalisé pour l'essentiel à l'étranger et que le peuple français s'est rué au cours des dernières semaines sur les stations-services Total où il était heureux de trouver des carburants à des prix moins élevés qu'ailleurs... Ensuite surtaxer les profits de l'entreprise française, alors que les majors anglo-saxonnes seront assurément à l'abri de toute surenchère fiscale, l'affaiblirait face à ces concurrentes, ce qui ne serait pas très malin.

Il faut savoir sortir du théâtre de marionnettes où Guignol réjouit son public en tapant sur les méchants. La meilleure façon pour Sébastien Lecornu de défendre l'intérêt général serait de faire savoir à Patrick Pouyanné que son gouvernement saura résister aux pressions qui s'exercent sur lui pour une surtaxation des profits de TotalEnergies si celle-ci va au-delà d'un simple maintien de sa politique de plafonnement des prix en France et profite de son aisance financière pour augmenter significativement ses investissements dans les énergies renouvelables. Ce serait de l'argent bien employé.

Source: Slate.fr ; publié le 1er mai 2026

IRAK

Le tourisme religieux, pilier du secteur, frappé par la guerre régionale

A Najaf, ville sainte d'Irak, le majestueux sanctuaire de l'imam Ali est plongé dans un calme inhabituel: ses vastes cours, où se pressaient des pèlerins venus du monde entier, dont beaucoup d'Iran et du Liban, sont aujourd'hui désertées.

Dans les marchés voisins, commerçants et hôteliers trompent l'ennui. Les journées s'étirent dans l'attente de visiteurs pour relancer l'activité locale.

En temps normal, des millions de musulmans chiites du monde entier affluent chaque année vers les villes saintes de Najaf et Kerbala. Mais la guerre au Moyen-Orient, déclenchée par une offensive américano-israélienne contre Téhéran le 28 février, a interrompu ce flux constant en provenance d'Iran, du Liban, du Golfe, d'Inde ou d'Afghanistan.

"Les Iraniens nous faisaient vivre, que l'on soit bijoutier, marchand de tissus ou chauffeur de taxi. Aujourd'hui, il n'y en a plus", déplore Abdelrahim Harmouch, propriétaire d'une bijouterie à Najaf.

"Avant, il était difficile ne serait-ce que d'entrer sur le marché, tant il y avait d'étrangers, d'Iraniens. Même les vendeurs ambulants attiraient d'immenses foules", ajoute cet homme de 71 ans.

Happé dans le conflit régional, l'Irak a fermé son espace aérien traversé par des missiles et avions de guerre à son déclenchement, tandis que des frappes ont visé des intérêts américains et des groupes armés pro-iraniens dans le pays.

Depuis 38 ans, M. Harmouch tient boutique dans le vieux marché couvert, à quelques dizaines de mètres du mausolée au dôme doré, lieu de sépulture d'Ali, gendre du prophète Mahomet, quatrième calife de l'islam et premier imam chiite.

Dans les villes saintes, "on vit du tourisme religieux", rappelle-t-il, avertissant que si la crise se prolonge, c'est toute la population qui risque la faillite: commerçants incapables de payer leurs loyers, chauffeurs de taxi sans clients, ouvriers peinant à trouver du travail.

Abou Ali, hôtelier de 52 ans, a dû se résoudre à licencier cinq de ses employés. Il n'en garde plus qu'un seul pour entretenir ses 70 chambres vides: "comment payer les salaires s'il n'y a pas de travail?"

Selon Saeb Abou Ghneim, président de l'association des hôteliers de Najaf, 80% des 250 établissements de la ville ont déjà fermé leurs portes, laissant plus de 2.000 salariés sur le carreau ou en congé sans solde.

Il s'agit d'un deuxième choc majeur pour le secteur après la pandémie de Covid-19.

Agence

ÉGYPTE

Un mégaprojet éolien de 4 750 MW pour accélérer la transition énergétique

Le gouvernement égyptien affiche de grandes ambitions pour les énergies renouvelables et la transformation de son mix énergétique, dominé à plus de 60 % par le gaz naturel, d'après le Premier ministre Mostafa Madbouly. Ce nouvel accord est destiné à renforcer la capacité éolienne du pays.

Par Rédaction Internationale

L'Égypte a franchi une nouvelle étape dans le déploiement de ses capacités renouvelables. Dimanche 3 mai, le gouvernement a annoncé, dans un communiqué, la signature d'un protocole de coopération destiné à financer un portefeuille de projets incluant 4 750 MW d'éolien et 4 000 MWh de stockage par batteries.

Signé entre la société publique Tahya Misr Holding Company, le ministère de l'Électricité et le ministère des Finances, l'accord prévoit le développement de parcs éoliens dans les zones du Golfe de Suez, de Ras Shukeir, de Galala et de Zafrana. Le communiqué indique aussi

l'installation de systèmes de stockage par batteries dans plusieurs régions, notamment dans le sud du Caire, à Dammanhur et à Wadi El Natrun. Selon le ministre de l'Électricité Mahmoud Esmat, Tahya Misr assurera le financement et la mise en œuvre des projets, avec une tarification de l'électricité en livre égyptienne. Les installations devaient être mises en service dans un délai de deux ans, en coordination avec la société publique de transport d'électricité.

« L'intégration de systèmes de stockage par batteries permettra de maximiser l'efficacité des énergies renouvelables tout en garantissant la stabilité du réseau pendant les périodes de forte de-

mande », a ajouté Mahmoud Esmat. Cette annonce s'accompagne d'un ajustement notable des objectifs nationaux. Dans son communiqué, le gouvernement indique désormais viser une part de 45 % d'énergies renouvelables dans le mix électrique d'ici 2028, contre un objectif de 42 % d'ici 2030 régulièrement mentionné dans les communications précédentes.

Le partenariat s'inscrit dans une dynamique plus large de transformation du secteur électrique égyptien. Selon GlobalData, la capacité solaire du pays devrait passer d'environ 2,9 GW en 2025 à 34,3 GW en 2035, tandis que l'éolien pourrait atteindre 15,1 GW, contre environ 3 GW en 2025

POUR RELANCER L'INVESTISSEMENT

Kaïs saïed appelle à accélérer les projets publics et à réformer les marchés

Le président de la République, Kaïs Saïed, a reçu, lundi 4 mai au palais de Carthage, la cheffe du gouvernement Sara Zaafrani Zenzri, ainsi que le ministre de l'Équipement et de l'Habitat, chargé par intérim du ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, Salah Zouari. Au cœur de cette réunion : l'état des infrastructures et les moyens d'accélérer la réalisation des projets publics, notamment ceux en retard ou à l'arrêt.

Le chef de l'État a insisté sur la nécessité de relancer les projets bloqués et d'accélérer les chantiers dont le rythme reste jugé insuffisant. Cette priorité s'inscrit dans un contexte où plusieurs

projets d'infrastructure connaissent des retards importants, freinant leur impact sur l'économie et sur les conditions de vie des citoyens.

Vers une réforme des marchés publics

Dans ce cadre, Kaïs Saïed a appelé à l'élaboration de nouveaux textes juridiques régissant les marchés publics. L'objectif affiché est de simplifier les procédures administratives et de réduire les lourdeurs qui entravent la mise en œuvre des projets.

Cette réforme vise notamment à : « alléger les démarches administratives, réduire les délais de lancement des projets et améliorer

l'efficacité de la commande publique ».

Le président de la République a également souligné l'importance de mettre en place un système de contrôle efficace pour garantir une gestion rigoureuse des deniers publics. Il a insisté sur la nécessité de consacrer le principe de redevabilité, en appelant à responsabiliser l'ensemble des intervenants à toutes les étapes de réalisation des projets, de la conception à l'exécution.

Un appel à l'unité face aux défis

Dans une seconde rencontre tenue le même jour, Kaïs Saïed a

reçu le président de l'Assemblée des représentants du peuple, Ibrahim Bouderbala, ainsi que le président du Conseil national des régions et des districts, Imed Derbali.

À cette occasion, le chef de l'État a appelé à l'unité, affirmant que « tous se trouvent sur un même front pour faire face aux défis », malgré la diversité des positions et des approches.

Kaïs Saïed a par ailleurs critiqué les tentatives d'influence via les réseaux sociaux, affirmant que la gestion des affaires de l'État ne saurait reposer sur « des publications ou des pages suspectes » ni sur la diffusion de rumeurs.

R. I.

GAZ, MINES ET INVESTISSEMENTS

Pourquoi la Mauritanie attire les investisseurs en Afrique de l'Ouest

La Mauritanie s'impose en 2026 comme l'un des marchés les plus prometteurs d'Afrique de l'Ouest, notamment grâce au développement du gaz, des mines et des infrastructures. Longtemps perçue comme une économie dominée par ses ressources naturelles, elle entre aujourd'hui dans une nouvelle phase de transformation, marquée par la montée des chaînes de valeur locales, la diversification économique et l'essor des investissements privés.

Pour les investisseurs, les entreprises industrielles et les acteurs financiers, la Mauritanie représente désormais un marché stratégique, à la croisée des secteurs énergétiques, miniers, logistiques et agricoles. La Mauritanie entre en 2026 dans une séquence économique particulièrement décisive. Longtemps identifiée comme une éco-

nomie dominée par les mines, la pêche et, plus récemment, le gaz, elle présente aujourd'hui un profil plus complexe : celui d'un pays qui cherche à convertir ses richesses naturelles en un appareil productif plus large, plus résilient et davantage créateur de valeur locale.

Les institutions internationales et les autorités nationales convergent sur un même diagnostic : les fondamentaux macroéconomiques se sont plutôt consolidés, mais la prochaine étape consiste à réduire la dépendance aux cycles extractifs en structurant des filières, des infrastructures et des services capables de soutenir une croissance plus inclusive et davantage tirée par le secteur privé 1 2 5.

Dans cette perspective, la Mauritanie ne se résume plus à une simple économie d'exportation de matières pre-

mières. Elle se positionne progressivement comme un carrefour énergétique, minier, halieutique et logistique entre l'Afrique de l'Ouest, le Maghreb et les marchés internationaux.

Pour les investisseurs, les entreprises de services, les industriels et les acteurs financiers, l'intérêt du pays en 2026 ne repose donc pas seulement sur l'existence de ressources abondantes, mais aussi sur la montée des besoins en transformation locale, en infrastructures, en énergie, en numérique et en financement structuré 3 6 7.

Le point de départ de toute lecture business sur la Mauritanie reste son profil macroéconomique. La Banque mondiale souligne que, malgré un ralentissement de la croissance à 5,2 % en 2024, les fondamentaux se sont renforcés grâce à une politique moné-

taire prudente, à une meilleure gestion budgétaire et à un contexte plus favorable sur les prix internationaux des denrées et de l'énergie. Elle estime en outre que la croissance pourrait s'établir en moyenne autour de 4,9 % sur la période 2025-2027, à condition que le pays poursuive ses réformes et accélère la diversification.

De son côté, le FMI estime qu'après une forte performance en 2024, l'activité a ralenti en 2025 à 4,2 %, principalement sous l'effet d'une contraction du secteur extractif, alors que les activités non extractives ont mieux résisté. Le Fonds insiste lui aussi sur la résilience macroéconomique du pays, la réduction attendue du déficit courant et le maintien de réserves internationales confortables.

Agence

D’ICI 2031

Le nombre d’Africains ultra-riches devrait progresser de 15 %

Le continent africain devrait connaître une progression du nombre de ses grandes fortunes, mais à un rythme plus modéré que dans d’autres régions du monde, davantage portées par les retombées de l’essor sans précédent du secteur technologique.

Synthèse R I/Agence

Le nombre des Africains ultra-riches (particuliers possédant au moins 30 millions de dollars) devrait passer de 7 322 en 2026 à 8 412 individus en 2031, soit une croissance d’environ 15% durant cette période, selon un rapport publié le jeudi 23 avril par Knight Frank, un cabinet de conseil en immobilier basé à Londres. Intitulé « The Wealth Report 2026 », le rapport précise que la part de l’Afrique dans le nombre global de ces particuliers que les gestionnaires de patrimoine appellent dans leur jargon les « Ultra high net worth individuals » (UHNWI) devrait cependant passer de 1% cette année à 0,9% en 2031, sous l’effet de la forte croissance prévue d’ici 2031 dans plusieurs autres régions du monde comme l’Amérique du Nord (+53%), le Moyen-Orient (+32,1%) et l’Asie-Pacifique (+24,2%). Le nombre des milliardaires africains devrait, quant à lui, passer de 18 en 2021 à 27 en 2026. Il devrait enregistrer une hausse de 37% au cours des cinq prochaines années pour atteindre 37 en

2031. La part du continent dans la « population » mondiale des milliardaires devrait rester stable à 0,9%. L’Afrique du Sud figure dans le Top 15 des pays qui devraient enregistrer la plus forte croissance du nombre de milliardaires. Le pays le plus industrialisé du continent devrait voir le nombre de ses milliardaires passer de 10 en 2026 à 14 en 2031, soit un taux de progression de 40%. Le rapport indique d’autre part que le nombre des personnes ultra-riches dans le monde est passé de 551 435 en 2021 à 713 626 en 2026. Cela représente 162 191 nouveaux particuliers très fortunés en seulement cinq ans, soit 89 personnes qui franchissent le seuil des 30 millions de dollars chaque jour. Les États-Unis concentrent 41% de l’ensemble de ces nouveaux particuliers très fortunés, ce qui porte leur part dans le total mondial de 33 % à 35 % entre 2021 et 2026. Selon les projections, cette concentration devrait encore s’accroître durant les prochaines années, avec les États-Unis représentant environ 41 % des particuliers très

fortunés à l’échelle mondiale à l’horizon 2031.

L’intelligence artificielle dope la fortune des personnes les plus riches

La région Asie-Pacifique représente actuellement près de 31 % des UHNWI à l’échelle mondiale, grâce notamment aux fortes dynamiques de croissance enregistrées en Chine et en Inde. Vient ensuite l’Europe, avec un peu plus d’un quart du total mondial. A l’échelle planétaire, le nombre de milliardaires devrait par ailleurs passer de 3 110 durant l’année en cours à 3 915 en 2031, ce qui correspond à une augmentation de 25,8% au cours des cinq prochaines années. Actuellement, les milliardaires du monde sont mieux répartis géographiquement que l’ensemble de la population des particuliers ultra-riches. La région Asie-Pacifique accapare la plus grosse part, avec 1 116 milliardaires, devant l’Amérique du Nord qui en compte 965, l’Europe (780), le Moyen-Orient (128) et l’Amérique latine (94).

EXPORTATIONS MINIÈRES

La RDC veut renforcer la traçabilité des revenus

Le secteur minier est une pièce maîtresse de l’économie de la République démocratique du Congo. Dans le but de sécuriser les revenus des exportations dudit secteur, les autorités congolaises ont pris une décision stratégique lors du Conseil des ministres. La République démocratique du Congo veut renforcer le suivi des exportations minières, depuis la sortie physique des cargaisons jusqu’au rapatriement des devises et à l’encaissement des recettes publiques. Lors du Conseil des mi-

nistres du vendredi 24 avril, le président de la République, Félix Tshisekedi, a instruit le lancement, dans un délai de 30 jours, d’un audit sur la chaîne de captation des revenus miniers. Cette décision intervient alors que les exportations du secteur restent à des niveaux élevés. Selon le compte rendu du Conseil, la RDC a exporté 3 100 234 tonnes de cuivre et environ 220 000 tonnes de cobalt en 2024. En 2025, les exportations de cuivre ont encore progressé pour atteindre 3 403 006,63 tonnes.

Pour l’exécutif, le problème ne se situe donc pas du côté de la production, mais dans la capacité de l’État à capter effectivement les revenus générés. Le compte rendu évoque une faiblesse dans la chaîne allant de l’exportation jusqu’à l’encaissement public, ainsi que le non-rapatriement d’une partie des devises minières. Le rapatriement des recettes d’exportation est pourtant déjà encadré. La réglementation de change de la Banque centrale du Congo impose la domiciliation et le suivi des opérations de change via les

banques agréées, avec l’intervention des services publics concernés dans le circuit d’information. Le Code minier révisé impose aussi aux titulaires miniers de rapatrier leurs recettes d’exportation : pendant la phase d’amortissement, les opérateurs peuvent conserver 40 % à l’étranger, mais doivent rapatrier 60 % dans un compte ouvert en RDC ; une fois l’investissement amorti, l’intégralité des recettes doit être rapatriée.

R E.

BURKINA FASO

Le pays suspend ses importations de riz jusqu’à nouvel ordre

Le riz est la 4ème céréale la plus produite derrière le sorgho, le mil et le maïs au Burkina Faso. Il s’agit toutefois d’une des denrées de base dont la consommation est en pleine augmentation. Au Burkina Faso, les importations de riz ont été suspendues le 29 avril dernier et jusqu’à nouvel ordre. Selon les autorités, cette restriction s’inscrit dans le cadre de mesures visant à favoriser l’écoulement de la production locale. « Par conséquent, la délivrance des Autorisations Spéciales d’Importation (ASI) du riz est suspendue. Les importateurs détenant à ce jour des ASI du riz en cours de validité disposent d’un délai de deux [02] mois pour accomplir les formalités d’importation. [...] En

tout état de cause, tout contrevenant à cette décision s’expose à des sanctions conformément à la réglementation en vigueur », détaille un communiqué publié conjointement par les ministères de l’Industrie et du Commerce, de l’Économie et des Finances ainsi que de l’Agriculture. Pour l’heure, aucune autre précision officielle n’a été donnée sur les difficultés rencontrées par la filière locale ni sur d’éventuels stocks invendus. Mais cette décision est la dernière en date au niveau de la sous-région ouest-africaine où plusieurs pays ont pris depuis le dernier trimestre 2025, des mesures afin de relancer la commercialisation de la production locale sur fond de forte concurrence avec le riz importé depuis l’Asie.

Alors qu’au Sénégal, les autorités ont opté pour une subvention de 50 Fcfa par kg de riz local acheté et pour des restrictions temporaires sur les importations ainsi que des incitations pour que les institutions publiques privilégient l’achat de riz domestique, le gouvernement malien a choisi de racheter 26 030 tonnes de riz local invendu afin de stabiliser le marché et de soutenir les producteurs. Au Ghana, les autorités ont choisi pour leur part de consacrer 200 millions de cedis (18 millions \$) à la National Food Buffer Stock Company (NAFCO) afin de racheter les excédents de maïs et de riz auprès des agriculteurs, puis de les acheminer vers des institutions publiques comme les lycées, les hôpitaux

et les prisons, dans le but de stabiliser le marché. Si dans ces trois pays, le riz occupe une place beaucoup plus importante dans l’alimentation humaine qu’au Burkina Faso, il faut souligner que dans le pays des Hommes intègres, la céréale a gagné du terrain depuis quelques années. D’après les données du Département américain de l’Agriculture (USDA) consultées par Agence Ecofin, la consommation a progressé de près de 300 000 tonnes entre 2015 et 2022. Le pays, 8ème importateur africain de la céréale, devrait acheter près de 900 000 tonnes de riz blanchi en 2025/2026 contre 700 000 tonnes en 2021/2022, selon l’organisme américain.

Agence

TANZANIE

La récolte de noix de cajou a augmenté de 17 % en 2025/2026

Deuxième producteur africain d’anacarde derrière la Côte d’Ivoire, la Tanzanie poursuit sa montée en puissance dans le secteur en vue de renforcer son poids sur le marché international. La filière tanzanienne vient de clôturer sa campagne 2025/2026 avec un nouveau record de production. En Tanzanie, la production de noix de cajou a totalisé 617 683 tonnes au terme de la campagne 2025/2026. C’est ce qu’indiquent les données du ministère de l’Agriculture rapportées par les médias locaux le 30 avril dernier. Le stock annoncé est en hausse de 16,98 % par rapport à la récolte enregistrée au cours de la campagne précédente (528 000 tonnes) et signe un nouveau record de production dans l’histoire de la filière. Il reste cependant en deçà des prévisions initiales de 700 000 tonnes annoncées en début de campagne. Quoi qu’il en soit, la performance réalisée par la filière tanzanienne en 2025/2026 marque une troisième année de hausse consécutive de la production. Alors que plus de 90 % de la récolte annuelle est exportée sous forme brute, la hausse de la production devrait stimuler également les recettes d’exportation générées par la filière. Le défi pour la filière, qui a longtemps affiché des performances de production irrégulières, sera désormais de maintenir la dynamique de croissance. Pour le compte de la prochaine campagne 2026/2027, les autorités s’activent déjà pour soutenir l’appareil productif. À titre d’exemple, le Conseil tanzanien de l’anacarde (Cashew Board of Tanzania – CBT) a annoncé le 27 avril avoir lancé le programme de subvention des intrants au profit de la filière pour la nouvelle campagne, qui cible près de 550 000 agriculteurs. « Les intrants comprennent 51 000 tonnes de poudre de soufre et six millions de litres de pesticides liquides, une mesure visant à accroître la productivité, augmenter la production et améliorer les revenus des agriculteurs », rapporte le média local The Citizen, citant les données du CBT.

R E.

BOURSE ZURICH

Les indices se jouent des derniers développements au Moyen-Orient

La Bourse suisse avait clairement opté pour le vert mardi à l'approche de la mi-journée, après avoir tergiversé dans les premiers échanges. Les investisseurs semblaient alors tiraillés entre craintes d'un regain d'escalade autour du détroit d'Ormuz et résultats d'entreprises plutôt probants.

La stratégie américaine semble s'orienter de plus en plus vers le pari du succès de son 'sur-blocage' d'Ormuz afin de mettre complètement à terre l'économie iranienne et d'obtenir une sorte de capitulation du régime en place. (...) Plus ce choc dure, plus les conséquences seront négatives pour nombre d'économies dans le monde," prévient Sebastian Paris Horvitz, pour LBP AM. Signal d'espoir, le passage sans dommage et sous escorte américaine d'un navire de Maersk à travers le détroit d'Ormuz annoncé mardi matin semblait plaider pour un succès du plan de Donald Trump pour rouvrir et sécuriser cette voie maritime cruciale pour le fret international d'hydrocarbures. Dans l'immédiat, les prix du pétrole demeurent élevés, alimentant les craintes inflationnistes. "Dans ce contexte, le marché commence à envisager un scénario où les

banques centrales deviennent de plus en plus contraintes de relever leurs taux d'intérêt, à l'image de la Banque d'Australie ce matin..." observe John Plassard, en charge de la politique d'investissement de la banque genevoise Cité Gestion. L'institut d'émission des antipodes a relevé son taux directeur de 25 points de base à 4,35%, invoquant la "forte hausse des prix du carburant" qui alimente l'inflation. Le phénomène n'épargne pas la Suisse, où le renchérissement a atteint 0,6% sur un an en avril, un niveau inédit depuis décembre 2024 et deux fois plus élevé qu'en mars. La saison des résultats trimestriels se poursuit par ailleurs, avec une performance remarquée de Geberit. A l'approche de 11h00, le Swiss Market Index (SMI) gagnait 0,66% à 13'089,63 points, le Swiss Leader Index (SLI) 0,62% à 2094,55 points et le Swiss Performance Index (SPI) 0,67% à 18'515,61 points. Sur les

trente principales valorisations, seules cinq empruntaient encore le chemin de la cave, quand Julius Bär et Kühne+Nagel orbitaient autour de l'équilibre. Geberit (+0,6%) redressait la barre. L'équipementier de salles d'aisance a certes observé une érosion de ses recettes sur les trois premiers mois de l'année, mais a fait mieux que résister sur le front des marges. La lanterne rouge échoyait toujours à UBS (-0,6%). Le numéro un bancaire reste suspendu aux atterrissements politiques autour de ses exigences en matière de fonds propres. Le mastodonte ophtalmique Alcon (-0,1% ou 8 centimes) est traité ce jour hors dividende de 28 centimes. La firme genevoisane doit par ailleurs publier dans la nuit ses résultats du premier trimestre, tout

comme le colosse valdo-californien de la souris Logitech (+1,1%). En tête d'indice, le béhémoth des médicaments génériques et biosimilaires Sandoz (+3,0%) et le spécialiste de l'inspection et de la certification SGS (+1,5%) profitaient pleinement de recommandations à l'achat formulées par respectivement Barclays et la Banque royale du Canada. Sur le marché élargi, le spécialiste des serrures Dormakaba (+5,5%) jouissait d'une appréciation positive formulée par Oddo BHF. Le producteur de composants d'automatisation Carlo Gavazzi (+0,3%) a lancé un avertissement sur résultats pour son exercice décalé 2025/26.

Agence

MALGRÉ LA REPRISE DES FRAPPES DANS LE GOLFE L'Europe tente un rebond

Les principales Bourses européennes tentent de rebondir mardi au lendemain d'une forte baisse liée à un regain de tensions autour du détroit d'Ormuz, la géopolitique restant au premier plan malgré une avalanche de résultats de sociétés. À Paris, le CAC 40 prend 0,40% à 8.010,90 points vers 07h30 GMT, après un repli de 1,71% lundi. À Londres, le FTSE 100 cède 1,12%, tandis qu'à Francfort, le Dax avance de 0,33%. L'indice EuroStoxx 50 progresse de 0,82%, le FTSEurofirst 300 de 0,11% et le Stoxx 600 de 0,29%. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une hausse de 0,23% pour le Dow Jones, de 0,26% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,40% pour le Nasdaq au lendemain d'une séance dans le rouge. Malgré le rebond attendu à Wall Street et la tentative de stabilisation observée en Europe, les investisseurs restent nerveux. Les Etats-Unis et l'Iran ont lancé lundi de nouvelles attaques dans le Golfe, se disputant le contrôle du détroit d'Ormuz, alors que le président américain Donald Trump entend faire passer les navires bloqués dans la région par ce point de passage vital pour le commerce de l'énergie. Ce regain de tensions menace la trêve décriée il y a près d'un mois et pousse le marché à la prudence, ce qui se traduit par une baisse des actions, des cours du pétrole élevés, une

flambée des rendements obligataires, un affermissement du dollar, une montée des indices de la volatilité et une appréciation de l'or. Au-delà des considérations géopolitiques, les investisseurs surveillent également les publications trimestrielles des sociétés, notamment dans le secteur bancaire en Europe, et les poids lourds américains comme Advanced Micro Devices et Pfizer. Les données de S&P Global Market Intelligence montrent que 83% des entreprises du S&P 500 ayant déjà publié leurs résultats ont dépassé les attentes en termes de bénéfice par action et que 78,2% d'entre elles ont dégagé un chiffre d'affaires meilleur que prévu. En Bourse en Europe, hormis la finance et les ressources de base, les grands compartiments du Stoxx 600 sont dans le vert. L'indice des banques en Europe cède 0,85% avec notamment HSBC qui chute de 5,37% après avoir fait état mardi d'une perte surprise sur crédit de 400 millions de dollars liée à une affaire de fraude en Grande-Bretagne. Sabadell abandonne 2,79% en réaction à une chute de 29% de son bénéfice net au premier trimestre. Unicredit gagne cependant 2,95%, la banque italienne ayant annoncé un bénéfice trimestriel record et amélioré ses perspectives pour le reste de l'année, tout en lançant une offre publique d'achat sur Commerzbank (+0,97%) malgré une forte opposition allemande.

R.I.

BOND DU PÉTROLE AVEC LES TENSIONS À ORMUZ La nervosité gagne les Bourses

Un vent de fébrilité a soufflé sur les marchés lundi après de nouvelles attaques dans le Golfe, provoquant une hausse des cours du pétrole, des taux obligataires plus fermes et un recul des indices boursiers. Les actualités en provenance du Moyen-Orient "provoquent nervosité et volatilité", estime Andreas Lipkow, analyste pour CMC Markets, notant un "flux d'informations (qui) demeure opaque". Les Emirats arabes unis ont annoncé avoir été visés par plusieurs attaques iraniennes lundi, les premières ciblant des installations civiles dans un pays du Golfe depuis plus d'un mois. Elles viennent mettre à mal le fragile cessez-le-feu en vigueur depuis

le 8 avril entre les Etats-Unis et l'Iran. Les deux belligérants continuent d'ailleurs de s'échapper sur la question de la navigation dans le détroit d'Ormuz. Selon Washington, deux navires battant pavillon américain ont pu franchir "avec succès" ce passage stratégique au premier jour d'une opération lancée par Donald Trump pour débloquer les navires piégés à Ormuz. Une affirmation vite démentie par l'Iran. Ces tensions ont été sensiblement ressenties sur le marché pétrolier: le baril de Brent, référence internationale, a bondi de 5,80% à 114,44 dollars. Son équivalent américain, le baril

de West Texas Intermediate, a pris 4,36% à 106,42 dollars. Le site pétrolier de Fujairah, l'une des seules voies d'exportation des hydrocarbures du Golfe encore viables, a été touché, selon les autorités émiraties, provoquant un incendie. "La fermeture prolongée du détroit (d'Ormuz) a laissé le marché mondial confronté à un déficit de 10 millions de barils par jour", rappellent les analystes d'Eurasia Group. Selon eux, le recours aux réserves mondiales de pétrole a notamment permis d'atténuer l'impact des ruptures d'approvisionnement, mais ces stocks fondent à vue d'oeil.

Forte remontée des coûts d'emprunt

Sur les marchés d'actions, les investisseurs ont "le dos au mur et doivent évaluer s'ils doivent accorder davantage de poids aux données des entreprises ou aux données macroéconomiques pour leurs décisions d'investissements", note M. Lipkow. En Europe, la Bourse de Paris a terminé en nette baisse de 1,71%, Francfort a reculé de 1,24% et Milan a cédé 1,59%. La place de Londres était fermée en raison d'un jour férié au Royaume-Uni. A Zurich, le SMI a terminé en recul de 1,01%. A Wall Street, le Dow Jones a perdu 1,13%, l'indice Nasdaq a reculé de 0,19% et l'indice élargi S&P 500 a cédé 0,41%. Le marché américain est parvenu ces dernières semaines à mettre de

côté les inquiétudes géopolitiques. Mais lundi, après une semaine marquée par plusieurs nouveaux records, le conflit au Moyen-Orient "a constitué une très bonne excuse pour engranger des gains", relève auprès de l'AFP Patrick O'Hare, de Briefing.com. Sur le marché obligataire, les signaux de ce vent d'inquiétude ont, en tous cas, été impossibles à ignorer. Vers 20H50 GMT, le rendement à dix ans des emprunts de l'Etat américain se tendait ainsi à 4,44% contre 4,37% à la clôture vendredi. Son équivalent allemand, référence en Europe, passait à 3,08% contre 3,03% vendredi. Le dix ans français évoluait autour de 3,75% contre 3,69%.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 04 Mai 2026
Valeur : 06 Mai 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.3107	132.3257
1	EUR	EURO		154.9888	155.0328
1	GBP	POUND STERLING		179.4287	179.5464
100	JPY	JAPANESE YEN		84.3119	84.3322
1	CNY	CHINESE YUAN		19.3706	19.3742
1	CHF	SWISS FRANC		168.9360	169.0415
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.2301	97.2554
1	DKK	DANISH KRONE		20.7416	20.7449
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.3043	14.3086
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.2682	14.2731
1	AED	UAE DIRHAM		36.0196	36.0325
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.2772	35.2831
1	KWD	KUWAITI DINAR		431.8234	432.0134
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.1993	45.6536
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3074	14.3090
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.7559	20.8620
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3186	3.3289
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.7885	181.7885

LA BUNDESBANK SONNE LA CHARGE

L'Allemagne veut un durcissement de la BCE

Sous l'impulsion de la Bundesbank, l'Allemagne accentue la pression sur la BCE pour relever ses taux dès juin face à une inflation ravivée par la guerre au Moyen-Orient.

Synthèse R I/Agence

La Banque centrale européenne se retrouve à nouveau face à un dilemme monétaire, alors que les tensions géopolitiques au Moyen-Orient continuent de brouiller les perspectives économiques et inflationnistes de la zone euro. Le président de la Bundesbank, Joachim Nagel, a averti lundi que la BCE pourrait être amenée à relever ses taux directeurs lors de sa prochaine réunion de juin si les nouvelles projections économiques ne montrent pas d'amélioration du front inflationniste. Il a ainsi estimé que, en cas de stagnation des perspectives, « si les perspectives d'inflation ne s'y améliorent pas sensiblement, cela plaidera en faveur d'une hausse des taux directeurs ».

Lors de leur dernière réunion, les gouverneurs avaient choisi de temporiser, préférant différer toute décision dans l'attente d'une meilleure lecture des effets du choc énergétique lié au conflit avec l'Iran. Le scénario central élaboré en mars apparaît désormais obsolète, la durée inattendue de la guerre ayant modifié les hypothèses macroéconomiques de la zone euro.

À Francfort, les responsables monétaires espèrent que les prochaines projections, attendues en juin, permettront de clarifier la trajectoire à suivre.

Joachim Nagel a évoqué un possible éclaircissement de la situation en ces termes : « le brouillard se dissipe quelque peu et que nous y voyions plus clair sur la direction à



prendre ». Connu pour ses positions restrictives, le banquier central allemand appartient au camp des « faucon », favorables à une politique monétaire plus stricte pour contenir l'inflation.

L'objectif de la BCE reste inchangé : ramener l'inflation à 2 % à moyen terme. Mais les derniers chiffres publiés par Eurostat montrent une remontée de l'inflation, passée de moins de 2 % à 3 % entre février et avril, sous l'effet du choc énergétique.

Dans ce contexte, plusieurs gouverneurs de banques centrales nationales se montrent

de plus en plus ouverts à une hausse des taux, qui constituerait un tournant après une série de huit baisses consécutives engagées jusqu'en juin 2025, et un statu quo depuis septembre 2023.

Le gouverneur de la Banque nationale de Slovaquie, Peter Kazimir, a ainsi jugé que la trajectoire de politique monétaire pourrait rapidement se durcir, estimant qu'« un resserrement de la politique monétaire en juin est pratiquement inévitable ».

R.I

ESPAGNE

Croissance meilleure que prévu de 0,6% au 1er trimestre

L'Espagne a enregistré au premier trimestre une croissance de 0,6%, soit une performance légèrement supérieure aux attentes, à en croire des données provisoires publiées ce jeudi par l'Institut national de la statistique (Ine).

Au quatrième trimestre 2025, le produit intérieur brut (PIB) avait progressé de 0,8% et les écono-

mistes s'attendaient à ce que la croissance ralentisse autour de 0,5% sur la période allant de janvier-mars.

Sur un an, la croissance ressort à 2,7%, contre 2,6% au quatrième trimestre.

Un léger ralentissement se profile. Portée par une demande intérieure solide, l'économie espagnole surperforme le reste de la zone euro

depuis la fin de la pandémie de Covid.

Le chiffre préliminaire dévoilé ce matin au titre du premier trimestre dépasse très largement l'estimation de croissance fournie de son côté par Eurostat pour l'ensemble de l'union monétaire, avec un PIB qui ne devrait avoir progressé que de 0,3% dans la région sur les trois premiers mois de l'année.

Après une croissance de 2,8% en 2025, l'Espagne devrait cependant voir son rythme d'expansion ralentir cette année du fait de la remontée des tensions inflationnistes due à la flambée des prix de l'énergie, appelée à peser sur le pouvoir d'achat des ménages. Elle devrait quand même atteindre 2,3% en 2026.

Agence

DÉFICIT

L'Italie compte passer sous la barre des 3% en 2026 malgré une croissance ralentie

La croissance de l'économie italienne a ralenti fin 2025 et le déficit est resté à 3,1% du PIB, avait déjà indiqué début mars l'Institut italien des statistiques.

Le déficit de l'État italien a baissé en 2025 mais est resté juste au-dessus de la barre européenne des 3%, a confirmé Eurostat mercredi. Près de 15 ans après la crise de la dette italienne, le gouvernement de droite et d'extrême droite dirigé par Giorgia Meloni comptait faire passer le déficit public sous cette barre, ce qui lui permettrait de sortir de la procédure de la Commission européenne

pour déficit excessif et d'avoir plus de marges de manœuvre.

La croissance de l'économie italienne a ralenti fin 2025 et le déficit est resté à 3,1% du PIB, avait déjà indiqué début mars l'Institut italien des statistiques.

Les gouvernements successifs ont taillé dans les comptes publics, passant de -9,4% en 2020, année de l'épidémie de Covid, à -7,1% en 2023, -3,4% en 2024, et -3,1% en 2025, à 69 milliards d'euros.

L'Italie est ainsi dans la moyenne des États de l'Union européenne (3,1% en 2025 comme en 2024). Onze États ont des déficits supérieurs à 3%, dont la

Roumanie (-7.9%), la Pologne (-7.3%), la Belgique (-5.2%) et la France (-5.1%).

Néanmoins, le pays prévoit de passer sous la barre européenne des 3% de déficit en 2026 même si ses prévisions de croissance ont été revues à la baisse dans le contexte de la guerre au Moyen-Orient, a indiqué mercredi son gouvernement.

Le PIB devrait progresser de 0,6% en 2026 ainsi qu'en 2027, contre 0,7% et 0,8 prévus jusqu'ici pour ces deux années, a annoncé le ministre de l'Economie Giancarlo Giorgetti.

Le déficit des comptes publics devrait ainsi passer sous la barre européenne

des 3% en 2026, avec 2,9% de déficit, a précisé Giancarlo Giorgetti après la validation du Document de finances publiques en conseil des ministres. «Ce cadre (...) méritera ensuite (...) d'être approfondi très rapidement par des décisions de nature politique concernant, d'un côté, la possibilité déjà prévue de dérogation sur les dépenses de défense» et d'un autre côté au «choc énergétique que la guerre au Moyen-Orient est en train de générer à l'échelle mondiale, à l'échelle européenne et donc également à l'échelle italienne», a déclaré le ministre lors d'une conférence de presse.

ETATS UNIS

La dette dépasse désormais la taille de son économie

Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, l'économie numéro un mondiale vit officiellement " au-delà de ses moyens ". La dette publique américaine vient de dépasser 100 % du PIB, selon le Committee for a Responsible Federal Budget sur la base des données du Bureau of Economic Analysis. Les grandes agences de notation décrivent désormais une « détérioration de longue durée » de la gouvernance budgétaire des États-Unis, qui prennent le risque de devenir le maillon faible des pays riches.

Selon le Committee for a Responsible Federal Budget (CRFB), la dette fédérale détenue par le public a atteint 100,2 % du produit intérieur brut (PIB) fin mars, sur la base des dernières données publiées par le Bureau of Economic Analysis (BEA). Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, l'économie numéro un mondiale vit officiellement « au-delà de ses moyens ». Et cette fois, il ne s'agit plus seulement de financer une guerre planétaire ni de sortir d'une crise exceptionnelle, mais d'une dérive budgétaire devenue le mode de fonctionnement normal de Washington, comme le souligne la présidente du CRFB, Maya MacGuineas.

Au 31 mars, la dette fédérale détenue par le public s'élève à 31 270 milliards de dollars, pour un PIB nominal estimé à 31 220 milliards de dollars sur les douze derniers mois, soit un ratio de 100,2 %. Le CRFB rappelle que ce niveau représente environ le double de la moyenne historique américaine et qu'il se rapproche du record de 106 % observé juste après 1945, comme le détaille une analyse de l'organisation.

COUP DE TONNERRE SUR LE WEB

eBay visée par une offre de rachat historique

Ryan Cohen veut faire d'eBay un rival d'Amazon. Le PDG de GameStop a officialisé ce 4 mai 2026 une offre d'acquisition non contraignante à 56 milliards de dollars, surprenant jusqu'au conseil d'administration d'eBay.



Personne n'avait vraiment vu venir le coup. Dimanche, GameStop a déposé une offre de 56 milliards de dollars pour racheter l'historique eBay à 125 dollars par action, avec une prime de 20 % sur son dernier cours de clôture. Derrière la manœuvre, on retrouve un homme, Ryan Cohen, l'atypique dirigeant de GameStop, qui rêve tout haut de transformer la vénérable marketplace en rival d'Amazon, en s'appuyant sur son propre réseau physique. eBay a confirmé avoir reçu la proposition ce lundi matin, sans cacher sa surprise.

L'offre XXL de GameStop sur eBay expliquée en trois actes

C'est le Wall Street Journal qui a éventé l'affaire dès vendredi soir. On y apprend que GameStop construit fait monter sa participation à hauteur de 5 % dans eBay depuis le 4 février, en achetant à la fois des actions en direct et des produits financiers dérivés, des instruments qui permettent de parier sur l'évolution d'un titre sans le détenir immédiatement. Ça compte, puisque le 4 février est aussi la date retenue comme cours de référence « propre », c'est-à-dire avant que les rumeurs ne viennent gonfler artificiellement le prix. Et par rapport à ce cours-là, la prime offerte par GameStop est bien plus important qu'il n'y paraît : 46 %, contre 20 % affiché sur le dernier cours de clôture. Pour vous aider à bien comprendre, en fait, eBay serait payé pour moitié en cash, pour moitié en actions Ga-

meStop. Les actionnaires d'eBay deviendraient co-propriétaires du groupe fusionné. Pour réunir la partie liquide, Ryan Cohen dispose de 9,4 milliards de dollars sur le compte en banque de GameStop, complétés par une ligne de crédit de 20 milliards confirmée par la banque TD Securities. Reste qu'à 56 milliards au total, l'addition dépasse largement ces ressources. Alors pour boucler le financement, des sources proches du dossier confient au WSJ que Cohen pourrait frapper à la porte de fonds souverains, peut-être au Moyen-Orient, où on a cette capacité d'injecter des milliards en un claquement de doigts ou presque. « eBay devrait valoir – et vaudra – beaucoup plus. Je pense à faire d'eBay quelque chose qui vaut des centaines de milliards », lâche le dirigeant au WSJ. Rien que ça ! Pour y parvenir, il compte transformer les quelque 1 600 boutiques GameStop encore ouvertes aux États-Unis en véritables relais physiques pour les vendeurs eBay. Elles seraient des endroits où déposer, faire expertiser et certifier les articles mis en vente sur la plateforme. Ryan Cohen veut aussi développer le « live shopping », ces ventes en direct diffusées en vidéo, très populaires en Asie, qu'il estime encore largement inexploitées en Occident.

eBay joue la montre pendant que les analystes doutent

Dans son communiqué, GameStop promet 2 milliards de dollars de coûts en moins

dès la première année. La plus grosse coupe, soit 1,2 milliard, porterait sur le marketing d'eBay, que Ryan Cohen juge disproportionné au regard des résultats. En 2025, la plateforme a dépensé 2,4 milliards en publicité pour ne gagner qu'un million d'acheteurs supplémentaires. Viendraient ensuite 300 millions d'économies sur la recherche et le développement, et 500 millions en fusionnant les services communs aux deux entreprises (finance, RH, informatique, juridique). Quant à Ryan Cohen lui-même, il serait le CEO du nouveau groupe, sans toucher un centime de salaire fixe. Sa seule rémunération dépendrait des performances de l'entreprise. eBay a répondu ce 4 mai avec la prudence diplomatique d'une entreprise qui ne veut ni claquer la porte, ni ouvrir les bras. Dans son communiqué, la société confirme avoir reçu une offre « non contraignante », autrement dit, un document qui n'engage juridiquement GameStop à rien pour l'instant, tout en précisant qu'aucun contact n'avait été établi avec GameStop avant sa réception. Le conseil d'administration promet d'étudier la proposition « dans l'intérêt de tous les actionnaires », avec une attention particulière sur deux points : ce que valent réellement les actions GameStop proposées en paiement, et surtout, si GameStop est réellement capable de transformer cette lettre d'intention en offre ferme et financée. Du côté des analystes, la société d'analystes Bernstein se demande pourquoi tout perturber, puisque le redressement fonctionne. L'équation financière est simple : GameStop, valorisée environ 12 milliards de dollars en Bourse, tente de s'offrir une entreprise qui en vaut près de quatre fois plus. Si eBay venait à rejeter l'offre, Ryan Cohen a prévenu qu'il était prêt à convaincre directement les actionnaires d'eBay de voter en sa faveur, en court-circuitant le conseil d'administration. Un bras de fer risqué, mais qu'il a tout intérêt à mener. Son propre package de rémunération chez GameStop lui permettrait de toucher jusqu'à 35 milliards de dollars en actions si la capitalisation boursière du groupe atteint un jour les 100 milliards.

L'un des derniers vestiges de la bulle Internet ferme ses portes

IAC a éteint Ask.com, ex-Ask Jeeves. Trente ans d'existence, un pic à 100 millions d'utilisateurs en 2012, et moins de 0,1 % de part de marché en 2025. Garrett Gruener et David Warthen ont fondé Ask Jeeves en 1997 à Berkeley, en Californie. Les moteurs de recherche de l'époque traitaient des mots-clés isolés. Petite révolution dans le domaine, Ask Jeeves acceptait des questions formulées en langage courant. En 1999, Ask Jeeves entre en bourse en pleine fièvre spéculative, puis licencie dès l'année suivante. IAC rachète le service en 2005 et retire le personnage du majordome en 2006. En 2010, le groupe abandonne son propre moteur d'indexation, sous-traite la recherche à des tiers et licencie une grande partie de ses ingénieurs. Barry Diller, patron d'IAC, déclare lors d'un TechCrunch Disrupt qu'Ask.com ne concourt pas contre Google et que les actionnaires n'en tiennent aucun compte. En 1997 naît une interface en langage courant. En 2023, OpenAI et Google produisent les modèles pour la faire fonctionner. Au fur et à mesure des années, avec son algorithme PageRank qui évalue la qualité des liens entrants, Google délivrait des résultats plus pertinents et gagnait rapidement des parts de marché décisives. Ask Jeeves recevait ces mêmes questions en langage courant, mais un crawler classique les traitait sans réellement comprendre le langage. OpenAI avec ChatGPT, puis Google et Perplexity, ont produit à partir de 2022 les modèles de langage capables de traiter ces questions avec précision. Pour marquer la fermeture, notre confrère The Register a invité Google à adopter la persona du majordome Jeeves. Google a répondu dans le rôle avec fluidité, proposant de gérer l'agenda, les réservations de voyage ou les dîners au restaurant. Microsoft Copilot a d'abord refusé de changer d'identité, puis a adopté le ton et les manières d'un majordome pour le reste de l'échange. Ask Media Group revendiquait encore 245 millions de visiteurs mensuels dans le monde au moment de la fermeture. IAC a orienté ses ressources vers ses propriétés éditoriales rentables, People, Better Homes & Gardens, The Daily Beast et Allrecipes, sans céder l'actif à un tiers. On ne sait rien sur la gestion des données utilisateurs ni sur d'éventuelles recommandations aux anciens utilisateurs. Le groupe se compose désormais principalement de l'éditeur People Inc. et de participations stratégiques. Pourtant, la nouvelle génération de moteurs de recherche IA permet aujourd'hui les requêtes en langage naturel et perpétue ainsi l'idée du majordome-moteur de recherche. Comme on peut le lire sur Ask.com « Jeeves' spirit endure », l'esprit de Jeeves perdure.

Brèves

Apple arrête le Mac Mini M4 256 Go

Le fournisseur a retiré de la vente le modèle de son Mac Mini M4 doté d'une capacité de stockage flash de 256 Go. En conséquence, le modèle le moins cher - 512 Go - coûte désormais 759 € HT, soit 200 € de plus que celui qui vient d'être arrêté. « Le Mac Mini et le Mac Studio sont tous deux des plateformes exceptionnelles pour l'IA et les outils agentiques, et les clients s'en rendent compte plus rapidement que nous ne l'avions prévu, ce qui explique que la demande ait été plus forte que prévu », expliquait lors de la conférence téléphonique sur les résultats du deuxième trimestre d'Apple, Tim Cook, l'ex CEO du groupe. Pour nombre de développeurs, le Mac Mini est considéré comme un système avec une mémoire unifiée permettant de faire tourner facilement les API LLM et l'agent IA OpenClaw. La montée en flèche

du coût du stockage a certainement poussé la firme à réorienter ses ventes vers les modèles dotés de plus de Go pour maximiser sa marge.

Nebius rachète Eigen AI pour 643 M\$

Le NCP néerlandais a annoncé son intention d'acquérir Eigen AI, spécialisé dans l'inférence et l'optimisation des modèles IA. La start-up a été fondée en 2025 à San Francisco par Ryan Hanrui Wang et Wei-Chen Wang, tous deux issus du HAN Lab du MIT, et Di Jin, qui a travaillé sur Llama 3 et Llama 4 de Meta. La technologie d'Eigen sera intégrée à la plateforme d'inférence de Nebius nommée Token Factory. Le montant de la transaction est estimé à 643 M\$ en cash et en action. Il s'agit de la deuxième acquisition pour le NCP qui a mis la main en

février dernier sur Tavily et ses capacités de recherche agentique pour 275 M\$.

L'IPO de Cerebras se précise

Après de multiples reports, l'introduction en bourse du spécialiste de puces IA se précise. Il a annoncé dans un tour de présentation qu'il souhaitait vendre 8 millions d'actions lors de cette introduction, à un prix compris entre 115 et 125 dollars par action, afin de lever 3,5 Md\$. La société serait ainsi valorisée près de 26,6 Md\$. En début d'année, elle avait levé 1 Md\$ auprès de plusieurs investisseurs comme Benchmark, Fidelity Management Altimeter, AMD et Coatue. Cerebras entend bien profiter de la forte demande sur les infrastructures IA. Récemment, il a signé un accord pluriannuel avec OpenAI, d'une valeur de plus de 20 M\$.

R4 PLEIN SUD

Enfin les prix du seul cabriolet Renault

Renault ouvre enfin les commandes de sa R4 à toit rétractable en toile. L'électrique au losange n'est clairement pas donnée avec un premier prix à plus de 37 000 €, d'autant plus que l'autonomie est en baisse par rapport à la berline et passe sous les 400 km. En face, la concurrence est toutefois rare voire inexistante sur ce type de gabarit.

Deux semaines pile poil de l'ouverture du tournoi de Roland Garros, la marque ouvre enfin les commandes de sa Renault 4 « plein air ». Quel rapport entre un tournoi de tennis et cette nouveauté à quatre roues ? Le constructeur est partenaire officiel de l'événement et fournit des véhicules. Il en a même fait une série spéciale Roland Garros elle aussi découvrable. A l'approche des premiers matchs, il fallait donc bien que Renault surfe sur la vague pour nous dévoiler les tarifs de cette R4 pas franchement donnée ! Mais les semi-cabriolets de ce format sont devenus extrêmement rares sur le marché et le constructeur au losange compte probablement sur le côté coup de cœur, même si le ratio entre l'habitabilité, la fiche technique et le prix sont loin d'être extraordinaires à ce niveau de prix.

Renault 4 décapotable, pas d'inconvénients ?

Développer un cabriolet sur la base d'un véhicule déjà existant implique généralement deux choses : pertes de garde au toit, et poids accru. Le premier écueil venant en effet de la place que prend le système de rabattement de la toile qui fait perdre quelques centimètres à l'intérieur au niveau de la tête. Le second étant plutôt structurel : en enlevant le pavillon, le constructeur doit renforcer la structure du véhicule. Pour l'espace à bord, Renault



assure avoir conservé les mêmes mesures que sur la R4 classique, et pour cause : dès les premiers mois du projet, la « 4 » avait été pensée pour la double configuration berline/cabriolet. Point d'espace perdu, donc. S'agissant du poids, « les éléments de structure du toit ont la particularité d'être faits en matière plastique, plutôt que métallique », précise Renault, qui rajoute : « le tissu, lui, se rétracte en faisant trois plis au lieu de quatre ». Surpoids normalement inévitable, mais probablement léger.

En tout cas, cette toile est grande ; 92 cm de longueur sur 80 cm de largeur. Une belle ouverture qui peut se commander de trois façons : par une commande dans l'habitacle, par la clé du véhicule ou encore par l'assistant vocal. Renault a tout de



même dû modifier l'emplacement de l'antenne (dans la lunette arrière) pour accueillir cette grande ouverture.

La Renault 4 Plein Air est plutôt chère

Renault profite de l'arrivée de ce modèle pour annoncer quelques très légères avancées techniques comme une recharge à froid plus rapide : le temps descend par exemple de 1h à 50 min pour passer de 15 à 80% de batterie (à 0° C) et de 1h45 à 1h10 (par -20 ° C). En revanche, l'autonomie est en baisse : 392 km (selon cycle WLTP) seulement, c'est moins que la berline.

Pour profiter de la seule et unique Renault découvrable depuis bien longtemps (la dernière étant... la Wind), il faudra

mettre la main au portefeuille, et généreusement. Les deux finitions Techno et Iconic sont proposées respectivement à 37 290 et 39 290 € avant bonus. La version Roland Garros n'est même pas encore annoncée mais devrait être plus chère. D'ailleurs, il faut le signaler, le montant de la prime maximale CEE a encore changé : avec ses contrats, Renault peut aller jusqu'à 6180 € pour les foyers les plus modestes. Une belle usine à gaz que ces certificats d'énergie qui ont remplacé le bonus écologique de l'Etat au montant unique chez tous les constructeurs. En face, bien sûr, peu ou pas de concurrence à l'exception d'une Fiat 500e cabriolet bien plus petite et moins pratique, démarrant à 35 400 €

Comment Volkswagen a fait pour transformer son moteur thermique en hybride ?

Contrairement à Toyota ou Renault qui ont opté pour des solutions maison parfois complexes, Volkswagen s'est tourné vers un tiers "local" pour le développement de sa motorisation hybride qui débarque sur les Golf et T-Roc. C'est en tout cas ce que l'on peut en déduire en jetant un oeil aux éclatés fournis lors du Symposium sur les moteurs qui se déroule tous les ans à Vienne en Autriche. Le partenaire allemand fournit la transmission "tout en un" qui permet de convertir le moteur TSI en hybride.

Les premières motorisations hybrides non rechargeables sont sorties à la fin des années 90, sous l'impulsion des Japonais qui ont mis tout de même un certain temps avant d'imposer cette motorisation. Il est effectivement question de s'imposer désormais puisque le gros des ventes de voitures neuves en France et dans plusieurs marchés européens importants sont des hybrides non rechargeables, en écartant tout ce qui peut être de la microhybridation.

Mais tout le monde ne s'y est pas mis au même rythme : les Coréens ont suivi assez vite, et il aura fallu attendre des années avant de voir un vrai « full hybrid » européen, notamment au sein du groupe Renault qui a quasiment tout développé en interne. Pour Volkswagen, ce n'est qu'en 2026 que nous découvrons cette mécanique qui est une forme



d'adaptation de ce qui existe déjà, à en croire les éclatés que nous avons pu voir ces derniers jours autour de cette mécanique baptisée sobrement « Hybrid » chez Volkswagen. Rappelons-le, il s'agit d'un boîtier intégrant les moteurs électriques et un rapport de transmission unique : il n'y a donc pas de boîte de vitesses, le rapport de démultiplication s'enclenchant avec l'embrayage à partir d'une certaine vitesse comme chez Honda.

Un moteur Volkswagen avec sa batterie

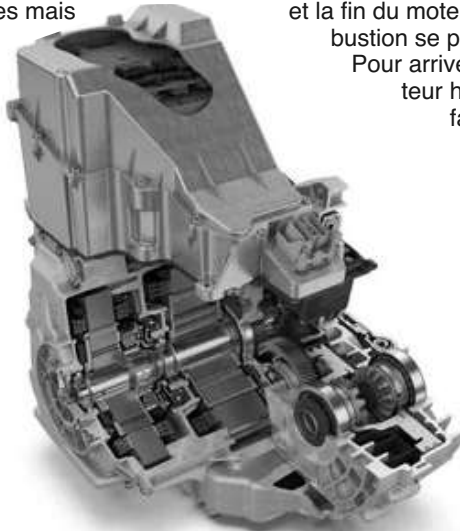
L'arrivée d'un moteur dit « full hybrid » chez Volkswagen est donc un événement. Le groupe allemand se contente pour l'in-

stant d'informations un peu au compte-gouttes mais certains éclatés permettent d'y voir plus clair.

Le constructeur originaire de Wolfsburg n'est évidemment pas parti d'une feuille blanche pour parvenir à ce résultat. Trop coûteux, et probablement

trop tard pour ça alors que 2035 et la fin du moteur à combustion se profilent.

Pour arriver à un moteur hybride, il a fallu ruser et piocher dans la banque d'organes. Volks-



wagen a fait comme Toyota et d'autres : pour pouvoir caser la batterie (à refroidissement liquide !) haute tension de 1,6 kWh, l'industriel a utilisé l'espace sous la banquette arrière, où se trouve également la batterie 12V. Capot ouvert, vous ferez face au bloc 1.5 TSI quatre cylindres sur la gauche et à un tout nouvel ensemble à droite qui ne serait pas sans rappeler ce que propose l'équipementier allemand Schaeffler...

Le module pour passer à l'hybride

Ce n'est probablement pas un hasard, mais juste après que Volkswagen ait dévoilé son moteur hybride, voilà que l'équipementier Schaeffler dévoile les détails d'une nouvelle transmission « tout en un » pour convertir un thermique à l'hybride. Schaeffler appelle cela le MMH (Multi Mode Hybrid). L'entreprise allemande propose désormais trois solutions à ses clients qui sont évidemment des constructeurs : un moteur électrique, un module hybride simple pour de la basse tension (microhybridation), et ce fameux MMH... qui semble bel et bien être la pièce manquante à Volkswagen pour son moteur hybride.

Mots fléchés

Héros de BD Elles s'occupent des enfants		Fourreau de la verge		En ce lieu Singe		Aéronef sans moteur Aurochs		Métal précieux Avec les charges		Faits		Lettre grecque Vaguent	
Giraffidé		Territoire arabe							De mauvais goût	Sélection Prohibition			
					Petit récipient pour stylo-plume								Pays européen
Position		Amérindien Bourricots				Rémission		Golfes					
					Nauséabond Chasser dehors						Académie Jadis le loup		
Indivisible Surnom d'Eisenhower				Poisson Vertement				Gaëlique Cassé					
			Callosité				Homme misérable Pays européen					Se tordre	
Einsteinium			Dures Poète épique						Rude Fils de Jacob				
De manière nette	Dieu du ciel	Véhicules Monarque						Bradype			Doigt du pied		Annonce une spécialité
								Marque					
Errer Mécréant						Reproducteurs		Personnes					
					Petite minute Te gausseras			Se moque				Représentation	Monnaies roumaines
Insecte		Noix encre verte	Chemin de fer Perce le bide						Organe d'un sens Etat américain				
				Oasis Cimenterre				Vif Radin					
Austère							Devant Capone			Court conte Belles fleurs			
Préfecture de l'Ille-et-Vilaine	Festin Saisons						Département français Connais				Equerre		Stratagème
						Bousiller							
Visage Roi de tragédie					Points cardinaux	Nivelé Suite d'étoiles						Chlore	
				Sans place définie							Césium		
Suinterons								Lieu de refuge					

PÉTROLE

Le Brent à 112,59 dollars le baril

Les cours du pétrole étaient en léger repli hier, après leur nette augmentation lundi, le marché surveillant toujours la situation dans le Moyen Orient et le Golfe. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, perdait dans la matinée 1,62% à 112,59 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juin, tombait de 2,52% à 103,74 dollars.



FMI
L'Algérie atteindra un PIB de 317,17 milliards de dollars en 2026

Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit que l'Algérie atteindra un produit intérieur brut estimé à 317,17 milliards de dollars en 2026, contre 285,72 milliards de dollars en 2025, avec une croissance estimée à 3,8 %. L'Algérie se classe ainsi au premier rang maghrébin et au quatrième rang africain en termes de PIB. Selon le critère de la parité de pouvoir d'achat (PPA), le PIB algérien prévu pour 2026 est estimé à 941,54 milliards de dollars. La parité de pouvoir d'achat (PPA) est un outil d'analyse qui repose sur la comparaison des niveaux de prix entre les pays. Elle prend en compte les différences de coût de la vie ainsi que les prix des biens et des services, permettant ainsi une évaluation plus précise de la taille réelle des économies et de leur capacité effective de production et de consommation, indépendamment des fluctuations des taux de change. Ainsi, contrairement au PIB nominal basé sur le taux de change officiel, le calcul du PIB en parité de pouvoir d'achat est effectué après ajustement des montants en fonction du niveau réel de vie.
S R.

3E CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE

Tebboune réaffirme l'attachement de l'Algérie à l'État de droit

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, mardi, que la vision de l'Algérie nouvelle et victorieuse ne saurait être complète sans une justice constitutionnelle efficace, indépendante et respectée, qui préserve l'essence des libertés individuelles et collectives garanties par la Loi fondamentale du pays. Dans une allocution adressée aux participants aux travaux de la 3e Conférence internationale de la Cour constitutionnelle sur le thème "Rôle du contrôle de constitutionnalité dans la protection des droits et des libertés en Algérie et dans les systèmes comparés", lue en son nom par la présidente de la Cour constitutionnelle, Mme Leïla Aslaoui, le président de la République a souligné que "la vision de l'Algérie nouvelle et victorieuse ne saurait être complète sans l'existence d'une justice constitutionnelle efficace, indépendante et respectée, disposant des outils juri-

diques et procéduraux nécessaires pour prévenir tout dépassement et empêcher toute interprétation susceptible de porter atteinte à la suprématie de la Constitution ou à l'essence des libertés individuelles et collectives garanties par la Loi fondamentale du pays". S'agissant de l'accueil par l'Algérie de cette rencontre juridique internationale, le président de la République a indiqué qu'il vise à "consolider l'édifice de la justice constitutionnelle" et participe de l'engagement pris devant le peuple algérien à "bâtir un Etat de droit, un Etat où nul ne sera lésé, un Etat dont les fondements reposent sur la primauté absolue de la Constitution, faisant de la protection des droits fondamentaux et de la promotion des libertés une doctrine profondément ancrée dans la conscience et l'action de l'ensemble des institutions de la République, sans exception". Concernant la thématique de la confé-

rence, le président de la République a souligné qu'elle "s'inscrit pleinement dans notre projet de réforme globale". "En Algérie, nous ne considérons pas le contrôle de constitutionnalité comme un simple mécanisme technique, mais comme une garantie souveraine majeure visant, avant tout, à renforcer la confiance du citoyen dans les lois de sa République", a-t-il expliqué. L'Algérie est aujourd'hui intimement convaincue que "la protection et la promotion des droits et des libertés constituent des valeurs humaines communes, dépassant les frontières géographiques", a poursuivi le président de la République, soulignant que ces valeurs exigent "une coopération internationale étroite afin de renforcer les garanties de leur protection face aux défis accélérés et aux profondes mutations que connaît le monde".
R E.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

18 morts et 1422 blessés en une semaine

Dix-huit (18) personnes sont décédées et 1422 autres ont été blessées dans 1174 accidents de la route survenus durant la période du 26 avril au 2 mai, dans plusieurs wilayas, indique, mardi, un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Djelfa avec 4 morts et 38 blessés, suite à 20 accidents de la circulation, précise la même source. Durant la même période, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de

535 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (46 incendies), Oran (33) et Biskra (25). S'agissant des cas d'intoxication au monoxyde de carbone éma-

nant de dispositifs de chauffages et chauffe-eau, les secours de la Protection civile ont effectué 9 interventions pour la prise en charge de 16 personnes incommodées par ce gaz, note le communiqué, déplorant, toutefois, le décès de 2 personnes à Alger.

60E ANNIVERSAIRE DE LA NATIONALISATION DES MINES

Une dynamique d'investissement sans précédent et de grands projets structurants concrétisés

La commémoration, ce mercredi, du 60e anniversaire de la nationalisation du secteur minier, intervient cette année dans un contexte particulier, marqué par une dynamique d'investissement sans précédent et de grands projets structurants concrétisés, appelés à faire du secteur un véritable levier de diversification économique. Annoncée par le défunt président Houari Boumediène, le 6 mai 1966, la décision de nationalisation concernait 11 mines, notamment celles d'El Ouenza, de Hammam N'baïls, de Boukaïd, de Sidi Kamber et de Miliana, des sites qui étaient jusque-là exploités par des sociétés étrangères, sans prise en compte des intérêts nationaux. Durant la période coloniale, l'exploitation des ressources minières algériennes était essentiellement orientée vers l'exportation de la matière première (charbon, fer, phosphates, plomb, zinc, marbre), destinée à alimenter l'industrie française. Ainsi, la récupération de ces richesses au lendemain de l'indépendance figurait parmi les priorités stratégiques des autorités, dans le but de rompre avec le modèle colonial qui faisait du sous-sol algérien une simple réserve au service

des intérêts étrangers. La nationalisation, suivie en mai 1967 de la création de la Société nationale de recherches et d'exploitations minières (SONAREM), a constitué une étape décisive dans le processus de développement socio-économique du pays, inscrit alors dans une dynamique de grands chantiers. Aujourd'hui, fort d'un gigantesque potentiel, le secteur minier fait l'objet d'une attention particulière, avec d'importants investissements consentis dans le cadre d'une vision prospective portée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à insuffler une nouvelle dynamique au secteur et à renforcer sa contribution à l'économie nationale. Dans cette optique, des efforts soutenus sont déployés pour relancer ce secteur névralgique, à travers la multiplication des projets, l'amélioration du cadre juridique et la mise en place de structures d'accompagnement, notamment la création d'un nouveau ministère dédié. Cette volonté s'est concrétisée, cette année, par la réception de plusieurs projets majeurs et le lancement de chantiers stratégiques, dont la mise en service de la nouvelle ligne ferroviaire

Gara Djebilet-Tindouf-Béchar, liée à l'exploitation de la gigantesque mine de fer de Gara Djebilet. Inaugurée le 1er février dernier par le président de la République, cette infrastructure de 950 km constitue une réalisation historique achevée dans un délai record de 20 mois. Ce projet traduit une vision intégrée pour la valorisation des ressources naturelles tout en renforçant l'interconnexion du Grand Sud avec le reste du pays, comme l'avait souligné le président de la République. L'autre avancée majeure dans le secteur est le lancement récemment des travaux d'exploitation de la mine de zinc et de plomb de Tala Hamza-Amizour, dans la wilaya de Bejaïa. Le lancement de cette mine devrait permettre au pays de produire annuellement 170.000 tonnes de zinc et 30.000 tonnes de plomb, tout en générant près de 780 emplois directs et des milliers d'emplois indirects. De son côté, le projet de phosphate intégré de Bled El Hadba (Tébessa) connaît une accélération notable des travaux de réalisation, et qui devrait atteindre l'étape de l'exportation du phosphate d'ici mars 2027 au plus tard,

notamment avec l'achèvement des travaux du quai minéralier dans le cadre de l'extension du port d'Annaba. Ce mégaprojet stratégique ambitionne de positionner l'Algérie parmi les principaux exportateurs mondiaux d'engrais phosphatés et azotés, avec une production appelée à atteindre 10 millions de tonnes par an. Il comprend également la réalisation d'une ligne ferroviaire reliant la mine au port d'Annaba sur 450 km, ainsi que l'extension de ce port pour accueillir des navires de grande capacité devant entrer en service d'ici fin 2026. Par ailleurs, le secteur des mines a été renforcé aussi par un nouveau cadre institutionnel et juridique, à travers l'adoption d'une loi visant à améliorer l'attractivité des investissements et la création d'un ministère dédié incluant les industries minières. En parallèle, des industries de transformation des matières minières (marbre, carbonate de calcium, barytine, feldspath, kaolin, bentonite) sont en plein essor, avec pour objectif de positionner l'Algérie comme un acteur de premier plan sur le marché mondial des ressources minières.

APS